

# **LIBAN : les raisons de la guerre civile .** (DOSSIER P. 9 à 14)

## **lutte ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 421 - 25 septembre 1976 - prix : 3 F

Vivre et mourir  
dans un hôtel  
pour travailleurs  
émigrés  
un témoignage

p.5

# **Face au plan Barre opposons un plan de lutte des travailleurs**



**SUEDE : 44 ans d'une politique  
de collaboration de classe** (p.8)



# sommaire

## ► DANS LE MONDE

Page 4 :

- Afrique du Sud : les concessions du régime n'arrêteront pas la révolte des Noirs.
- Rhodésie : la fin du régime. Derniers jours ou derniers mois ?
- Chili : les terrorisés de Pinochet.
- Portugal : Soares s'attaque aux paysans pauvres.

Page 8 :

- Suède : l'échec électoral des sociaux-démocrates.

## ► EN FRANCE

Page 5 :

- Querelle dans la gauche : la suite au prochain numéro.
- Quel sens de la justice... de classe !
- Cherchez à qui le crime profite !
- Interview d'un travailleur algérien à propos de l'incendie qui s'est produit dans l'hôtel de la rue Tiphaine dans le 15<sup>e</sup>.

Pages 6 et 7 :

- Lu avec intérêt :
  - Que faire des Arabes « israéliens » ?
  - Les réfugiés de la Soufrière.
  - Les 30.000 squatters de Londres en péril.
- Elections cantonales en Avignon. PSU-LCR : après l'alliance, la polémique.

Page 15 :

- Quelques images de la rentrée « réussie » de Haby.

Page 16 :

- Copono Book (Clermont-Ferrand) : 110 travailleurs frappés par la crise.
- SCPC Couron : une contre-exposition.
- La Basquaise (Montreuil) : des glaces à donner des frissons.
- Nancy : l'administration responsable de la tentative de suicide d'une handicapée.

Page 20 :

- Le gouvernement s'attaque aux droits à la santé.
- L'austérité à l'œuvre... 2.000 licenciements à l'Assistance publique.
- Moto : esprit sportif ou conditionnement ?
- Atteinte à la liberté électorale en Allemagne de l'Ouest.

## ► DOSSIER

Pages 9 à 14 :

### LIBAN

- Une guerre de la droite réactionnaire contre les couches populaires libanaises et palestiniennes.
- Les raisons de la crise.
- L'internationalisation du conflit.
- La gauche libanaise dans la guerre civile.

## ► DIVERS

Page 17 :

- Livres : Le bon plaisir, tome III des Hommes de la liberté, de Claude Manceron ; Va voir maman... papa travaille, de Françoise Dorin ; Le crabe-tambour, de Pierre Schoendoerffer.

Page 18 :

- Films : Face à face, d'Ingmar Bergman ; Buffalo Bill et les Indiens, de Robert Altman ; Dracula père et fils, d'Edouard Molinaro ; sélection de films.

Page 19 :

- Une exposition : Aztlan, terre des Aztèques.
- Sélection télé ; mots croisés.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# Le plan de relance de septembre 75 : 25 milliards pour les capitalistes, inflation et chômage pour les travailleurs

Il y a un an, Giscard annonçait en ces termes son plan de relance de l'économie : « Il y a un an, nous devions faire face à deux menaces immédiates : l'inflation qui était très forte — la hausse des prix atteignait 15 % par an — et le déséquilibre du commerce extérieur, très accentué. La priorité était d'écarter ces deux menaces. C'est ce qui a été fait, avec un succès complet pour le commerce extérieur et avec un succès très honorable pour la lutte contre l'inflation. (...) Ces succès nous donnent les moyens d'agir pour conjurer la troisième menace qui apparaissait l'an dernier, et qui s'est développée depuis : celle du chômage. (...) »

En guise de lutte contre le chôma-

ge, Giscard annonçait l'injection dans l'économie de 30,6 milliards de francs, soit 14 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat. A l'exception de 5 milliards distribués pour les personnes âgées et pour les enfants à charge, l'essentiel, c'est-à-dire plus de 25 milliards, allait directement dans la poche des capitalistes, soit sous forme de subventions directes, soit sous forme de prêts ou reports des échéances fiscales.

Si aujourd'hui on mène grand tapage autour des quelque 6 milliards que le gouvernement accorde de mauvaise grâce aux paysans, nos gouvernants étaient à l'époque beaucoup plus discrets sur le petit cadeau de 25 milliards qu'ils octroyaient, à travers le « plan de re-

lance », à Honeywell-Bull, Pechiney-Ugine - Kulmann, Rhône - Poulenc, Rothschild, Paribas et l'inévitable Dassault, entre autres. Mieux, on prétendait nous faire avaler que c'était pour notre plus grand bien — pour combattre le chômage — que l'Etat distribuait ainsi à la volée l'argent de nos impôts.

Le bilan aujourd'hui est facile à établir. Un an après les « succès honorables » contre l'inflation, Raymond Barre prépare un plan de lutte contre... l'inflation ; un an après le plan de lutte contre le chômage, il y a toujours plus d'un million de chômeurs.

Par contre, Dassault et compagnie ont bel et bien empoché leurs 25 milliards.

## Petite histoire de la vignette-auto

En 1956, le gouvernement du socialiste Guy Mollet décidait la création d'impôts nouveaux, dont la vignette-auto qui fut perçue pour la première fois le 1<sup>er</sup> octobre. Il justifiait la vignette par la nécessité de financer un « Fonds national de solidarité » en faveur des personnes âgées, créé le 30 juin.

Le Populaire, journal du Parti Socialiste (SFIO), expliquait : « Il est des misères qui n'attendent pas. La hiérarchie des urgences veut que l'on commence par tenter de soulager celle-là. Ce qui ne signifie pas qu'on abandonne pour autant les principes de justice fiscale qui sont ceux des hommes actuellement au pouvoir ». C'est sans doute au nom de cette prétendue « justice fiscale » que le budget de l'Etat fut, cette année-là, consacré pour une large part non aux personnes âgées mais à financer l'accroissement de la guerre en Algérie.

Les années suivantes, la vignette fut maintenue, mais la référence au Fonds national de solidarité s'estompa. Ainsi, dans le budget de 1961, les ressources consacrées à cette institution étaient inférieures à la recette de l'impôt qui était jusque-là

censé y être affecté. Et Giscard d'Estaing, alors secrétaire d'Etat aux Finances, déclarait : « Le dispositif financier mis en place par la loi du 30 juin 1956 [instituant au profit des personnes âgées des impôts supplémentaires] ne comporte aucune affectation budgétaire des recettes créées à la couverture des dépenses résultant de l'attribution de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité. Destinées à éviter une aggravation du déséquilibre budgétaire, les recettes nouvelles ont eu seulement pour objet de gager les dépenses mises à la charge du budget général. Dans ces conditions, et conformément à la loi du 30 juin 1956, ces recettes sont prises en compte au budget général au même titre que les autres recettes de l'Etat. » Autrement dit, le produit de la vignette peut servir à financer n'importe quelle dépense de l'Etat.

Ceci nous donne un avant-goût de ce que le gouvernement pourra faire dans un an : continuer à percevoir les « impôts-sécheresse » et déclarer qu'ils doivent être affectés au budget général, c'est-à-dire servir, dans une large mesure, à subventionner les capitalistes.

## Austérité... pas pour tout le monde

Le projet de budget militaire officiel s'élève pour 1977 à 58,4 milliards de francs. Somme qui est supérieure de 8,5 milliards par rapport au budget de l'année passée.

Autrement dit, avec la seule somme consacrée à l'augmentation du budget militaire, il était possible d'indemniser les paysans frappés par la sécheresse, et de les indemniser en leur attribuant la somme réclamée par les organisations paysannes elles-mêmes et non la somme plus réduite proposée par le gouvernement.

Pourquoi donc le gouvernement n'avoue-t-il pas qu'il a besoin de rentrées supplémentaires pour aider son armée, au lieu d'invoquer hypocritement la solidarité en faveur des paysans !

## De l'oil dans le blocage

Le gas oil et le fuel domestique vont, eux aussi, augmenter de 4 centimes. Mais cette fois, l'argent ne passera pas sous forme de taxe dans les caisses de l'Etat pour se retrouver dans la poche des capitalistes. Non ! Cette fois, sans doute pour raccourcir les circuits, il sera directement versé aux pétroliers. En effet, cette augmentation, annoncée en même temps que celle de l'essence, est destinée à compenser le manque à gagner que ces derniers se plaignent de subir à la suite de la dépréciation du franc par rapport au dollar. Les

pauvres pétroliers ! Ils ne peuvent supporter trop longtemps le « manque à gagner ». Barre, qui ne supporte pas, lui, le spectacle de la misère, s'est aussitôt précipité à leur aide. Et tant pis pour le blocage des

prix ! Que ne ferait-on pas pour de grands amis ? Et l'on sait qu'entre le gouvernement et Esso, Shell, Elf and C°, tout a toujours baigné dans l'oil. Et il n'y avait pas de raison que cela ne continue pas !

## Les pompes refusent de marcher

Les pompistes ont fait remarquer qu'au moins le quart des pompes à essence (35.000 sur 130.000) étaient incapables, pour des raisons mécaniques, d'enregistrer le prix de l'essence lorsque celui-ci dépassait 2 F.

Les machines refusent l'augmentation, c'est une indication pour les automobilistes...

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**

pour une période de un an : prix 90 F.

pour une période de six mois : prix 50 F.

**LUTTE DE CLASSE**

pour une période de un an : prix 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE**

pour une période de un an : prix 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel son, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BI 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.



# Face au plan Barre

## opposons un plan de lutte des travailleurs

Le contenu du plan Barre est parfaitement clair. D'un côté, une série de mesures qui frappent l'ensemble ou une partie de la classe ouvrière. La vignette-auto est augmentée, comme le prix de l'essence et du fuel domestique. La majoration immédiate de l'impôt sur les revenus concerne un grand nombre de travailleurs ; un plus grand nombre encore est concerné par la décision de freiner le relèvement des tranches d'impôt pour l'an prochain. La cotisation à la Sécurité sociale coûtera plus cher.

De l'autre côté, la volonté clairement affirmée d'utiliser les recettes ainsi procurées pour aider les entreprises capitalistes. Elles auront droit à des aides et des subventions substantielles à l'exportation. Un fonds de réserve sera constitué pour soutenir les entreprises en difficulté. Des crédits, des facilités fiscales sont prévus pour encourager les investissements. Cadeaux dont le montant dépasse de loin ce que rapportera le geste démagogique d'augmenter l'impôt sur les sociétés ; impôt dont il est notoire que près de la moitié des entreprises ne le paient même pas.

Ainsi donc, le bilan des mesures immédiates elles-mêmes est facile à faire. Le gouvernement a l'intention de prélever un certain nombre de milliards sur les travailleurs pour les transférer aux entreprises capitalistes.

Mais il n'y a pas que les mesures immédiates. Le plan Barre s'intègre dans une opération plus vaste. Le chef du gouvernement a annoncé son intention de bloquer, voire de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs en imposant un rythme d'augmentation des salaires inférieur au rythme d'augmentation des prix. Il n'a pas annoncé clairement un blocage des salaires. Il préfère éviter une réaction brutale de la classe ouvrière. Mais son objectif est néanmoins clair : il veut « modérer la progression des revenus salariaux » car, ose-t-il affirmer, les augmentations de salaires constituent « le facteur le plus important de la hausse des prix ».

Le plan Barre n'arrêtera pas plus l'inflation que le plan de relance de Giscard n'avait réduit le chômage. Oh, Barre a bien décidé de bloquer les prix pour trois mois. Mais il s'est empressé de rassurer les chefs d'entreprises qui pourront librement augmenter leurs prix dans trois mois. A supposer même que ce blocage ait une quelconque efficacité, les entreprises capitalistes ont pris leurs précautions : elles ont augmenté par avance leurs prix. Mais quel salarié a pu, par précaution, augmenter son salaire ?

Et c'est là toute la différence : les prix dépendent des propres décisions des capitalistes. Mais les salaires des travailleurs dépendent de la décision de leurs patrons.

Alors, les promesses et les engagements so-

lennels de Barre d'agir « au-dessus des intérêts partisans », dans l'intérêt de tous, pour arrêter l'inflation, c'est pour la galerie. L'inflation, comme les difficultés économiques présentes, sont l'expression de la crise d'une économie capitaliste qui a fait faillite. Barre ne peut rien contre cette crise, tout distingué professeur d'économie qu'il soit. Les siens, sa classe, les privilégiés qui l'ont appelé au pouvoir ne lui demandent d'ailleurs pas tant. Ce qu'ils lui demandent, c'est de faire en sorte que la classe capitaliste puisse traverser les difficultés économiques, la concurrence internationale exacerbée, l'instabilité du marché, dans les meilleures conditions pour eux-mêmes et pour leurs capitaux. Ce qu'ils lui demandent, c'est de trouver de l'argent pour les aider.

Ce qu'ils lui demandent, c'est moins de juguler l'inflation que de juguler la classe ouvrière et, plus généralement, les classes exploitées, afin qu'elles acceptent, de gré ou de force, de contribuer au sauvetage des entreprises capitalistes.

Le plan Barre n'a rien d'original, malgré toute la mise en scène qui l'a précédé. C'est une nouvelle tentative d'accorder aux capitalistes une nouvelle bouffée de profits supplémentaires. Tout comme le plan Giscard l'an passé.

Et ce n'est pas pour rien que tous ceux qui nous gouvernent insistent sur la nécessité d'un « consensus social » pour que le plan réussisse. Ce plan d'austérité, ce plan pour faire payer aux exploités la crise de l'économie de leurs exploiters, ne marchera que si les victimes l'acceptent.

Les objectifs du Capital sont clairs. Il faut que les objectifs de la classe ouvrière le soient aussi. Face aux plans des détresseurs capitalistes, il faut un plan de lutte pour les travailleurs. C'est indispensable, et cela concerne de manière vitale toute la classe ouvrière.

La CGT, la CFDT et la FEN appellent en commun à une journée d'action pour le 7 octobre, avec des manifestations unitaires à Paris. Il faut que les travailleurs utilisent cette occasion, comme toutes les autres qui leur seraient offertes, pour montrer leur colère contre la politique d'austérité. Il faut que la journée du 7 octobre soit un succès et qu'elle apporte une réponse cinglante à la prétention de Barre d'obtenir le moindre consensus de la classe ouvrière à une politique anti-ouvrière.

Mais pour que la classe ouvrière puisse faire reculer le gouvernement et son plan d'austérité, il faut aller au-delà d'une journée d'action. Et cela ne dépend pas seulement des directions syndicales, mais surtout de la détermination de tous les travailleurs.

Arlette LAGUILLER.

## L'ESSENCE PLUS CHÈRE POUR SUBVENTIONNER LES TRUSTS

Barre n'y a pas été de main morte. Le litre de super passe de 1,96 F à 2,25 F, alors que le litre d'ordinaire passe de 1,82 à 2,09 F. Et sur ces chiffres, les taxes, c'est-à-dire la portion qui revient à l'Etat, représente près de 60 %.

La formule « je roule pour vous » devient plus encore « je roule pour le gouvernement » car, pour chaque litre d'essence consommé, celui-ci touchera désormais plus de 1,20 F. Voilà un racket qui rapporte.

L'augmentation des prix pétroliers, qui a servi si souvent de justification,

va encore resservir cette fois. Alibi commode, mais faux, puisque l'augmentation provient, cette fois encore, non pas d'une modification des tarifs du pétrole brut, mais de la majoration des taxes sur l'essence.

D'ailleurs, au moment même où l'on nous annonce l'augmentation du prix de l'essence en France, on annonçait une baisse... en Belgique et en Allemagne de l'Ouest, car dans ces deux pays le prix du carburant est indexé sur les cours d'achat du pétrole. Or ceux-ci viennent de baisser.

Mais Barre et les siens, feignant la vertu outragée, expliquent aussi qu'en taxant l'essence, ils s'attaquent à des privilèges.

Comme si le fait de posséder une voiture était aujourd'hui un privilège, alors qu'elle est pour le plus grand nombre une nécessité face à l'incurie du pouvoir en matière de transports en commun. Dorénavant, les plus riches paieront l'essence plus cher, mais ils en ont les moyens. Tandis que les catégories les plus modestes en seront réduites à restreindre l'utilisation de leur voiture. Ils auront la

consolation de payer la vignette un peu plus cher, pour une voiture qui restera plus longtemps au garage ou au bord du trottoir.

Barre explique par ailleurs qu'il s'agit ainsi de payer le déficit de la balance commerciale et monétaire. C'est vrai. Mais ce qu'il ne dit pas, et qui se cache derrière les formules économiques abstraites, c'est qu'en réalité il s'agit de faire payer l'ensemble de la population afin que les gros trusts puissent continuer à exporter, c'est-à-dire qu'ils puissent maintenir leurs profits.



# Le gouvernement s'attaque au droit à la santé

L'austérité, selon le gouvernement, consiste à s'en prendre au niveau de vie des salariés de tous les côtés à la fois. Il avait préparé depuis plusieurs semaines son opération contre la Sécurité sociale, c'est-à-dire contre le droit à la santé des travailleurs. Une campagne autour du prétendu déficit de cet organisme laissait présager des mesures réduisant la

couverture des remboursements de médicaments et l'augmentation de la cotisation.

C'est le fait. La cotisation augmentera de 1%, moitié, nous dit-on, payée par le patron, mais on sait que, d'une manière ou d'une autre, les patrons se débrouillent pour faire payer aux travailleurs cette part du « coût salarial ».

Le nombre de médicaments remboursés par la Sécurité sociale diminue dans le même temps, ainsi que le remboursement de certaines prestations.

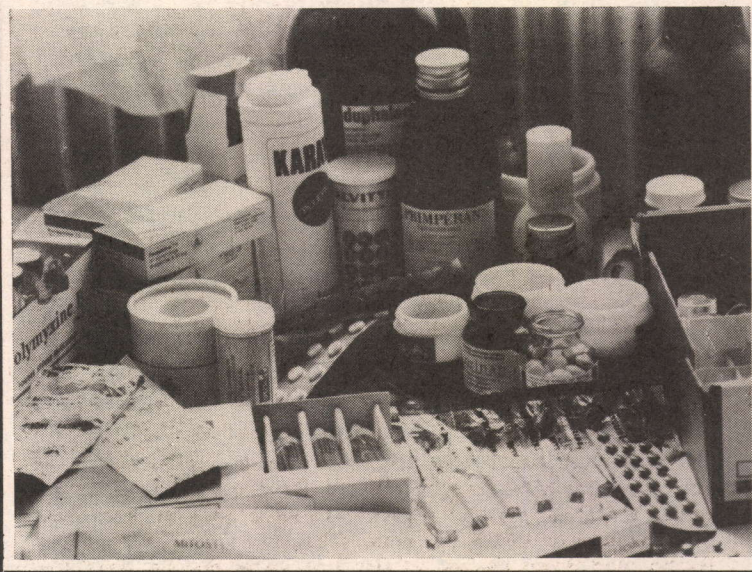
Barre s'en prend, cette fois encore, aux consommateurs. Comme si c'était eux qui étaient responsables du déficit de la Sécurité sociale, et non pas le gouvernement lui-même,

qui fait supporter à cet organisme des charges qui ne lui incombent pas.

Comme si les consommateurs étaient responsables du prix des médicaments, alors que ce sont les trusts pharmaceutiques qui les fixent, à des taux qui correspondent à dix fois et parfois plus leur prix de revient. Cela, le gouvernement ne l'ignore pas. Mais il ne fait rien contre. Pas

plus qu'il ne fait quelque chose pour récupérer le retard dans le versement des cotisations dues par les patrons, retard qui se chiffre à plusieurs milliards.

Mais les milliards des patrons, sont sacrés, pour Giscard, Barre et consorts. Alors, cette fois encore il s'en prend au niveau de vie des travailleurs en s'attaquant à leur droit à la santé.



## MOTO : esprit sportif ou conditionnement ?

Le Bol d'Or, les « 24 heures du Mans » de la moto, connaît depuis quelques années un succès grandissant. Dimanche dernier, 100.000 personnes, surtout des jeunes, s'étaient rassemblées pour assister à la course. Bien des gens, qui trouvent normal que les plus vieux viennent applaudir au même endroit leurs vedettes pilotes automobiles préférées, ne retiennent pas leurs critiques envers ce public de jeunes motards qui sont traités de casse-cou, de têtes brûlées ou de dangers publics.

Et pourtant, est-il bien difficile d'imaginer le plaisir de ces amoureux de la moto, leur joie de faire corps avec la machine, de la maîtriser, de se surpasser sans cesse, d'être toujours plus rapides, plus maîtres de soi ?

Certes, la vogue actuelle de la moto ne correspond pas seulement au développement de l'esprit sportif parmi la jeunesse, mais bien plutôt à une mode suscitée et entretenue par les constructeurs et tous ceux pour qui la moto est une bonne affaire. Car, comme tous les sports d'ailleurs, la moto est une mine d'or pour ceux qui peuvent l'exploiter. Et le Bol d'Or n'existe d'ailleurs que parce que c'est l'occasion — tout comme les « 24 heures » — d'une fructueuse publicité pour les constructeurs et tous les fabricants d'accessoires et de gadgets qui gravitent autour. D'ailleurs ce n'est pas par hasard si Honda, qui a triomphé au Mans, a consacré un milliard à la préparation de ses motos.

En exploitant le désir de liberté et d'évasion des jeunes, les constructeurs ont réussi souvent à créer des besoins que les jeunes payent très cher. Car les fabricants en ont profité pour augmenter considérablement leurs prix et ont multiplié les gadgets. Si bien que, pour beaucoup de jeunes, la possession d'une moto se traduit d'abord par l'acceptation de mois et parfois d'années d'heures supplémentaires afin de pouvoir se payer ce qu'on a réussi à faire passer à leurs yeux pour un symbole de liberté. On fait ainsi d'une pierre deux coups, en suscitant chez les jeunes des besoins qui, d'une part, rapportent gros à certains et, d'autre part, les amènent à accepter un conformisme social auquel ils sont souvent rétifs au départ.

C'est un marché de dupes qu'on fait ainsi faire aux jeunes. Car une fois qu'ils ont enfin la moto, ils doivent se contenter, pour satisfaire leur besoin d'évasion, de faire le tour de leur cité HLM ou des bâtiments de Rungis.

Dominique CHABLIS.

### Erratum

Dans l'article sur la Corse intitulé *La répression s'amplifie*, page 20 du numéro 420 de *Lutte Ouvrière*, il fallait lire :

« Pour les élus locaux contestés par les autonomistes comme pour le gouvernement, il semble que le moment soit bien choisi pour se débarrasser des contestataires » et non « par le gouvernement », comme ce fut imprimé par erreur.

## L'austérité à l'œuvre... 2000 licenciements à l'Assistance Publique

Alors que les exemples ne manquent pas où, par manque de personnel qualifié et par la fatigue qu'entraînent les effectifs insuffisants, des erreurs dramatiques mettent en péril la santé des malades, l'administration de l'Assistance publique licencie. 170 agents à la Salpêtrière, une vingtaine à Saint-Antoine : ce sont ainsi près de 2.000 travailleurs non titulaires qu'elle est en train de jeter à la rue sans aucune indemnité !

Dans le même temps, elle exerce sur les agents ayant été reçus à l'examen d'aide-soignant de juin le chantage suivant : vous demandez votre mutation dans un hôpital de la périphérie et vous avez peut-être une chance d'être nommés aides-soignants ; sinon, vous restez dans votre hôpital, mais comme

agent, donc à un salaire inférieur, jusqu'à ce que les cadres budgétaires soient débloqués. Allant même jusqu'à faire signer à un agent de Saint-Antoine qui refusait de quitter son hôpital une lettre par laquelle elle renonçait à son grade d'AS ! Une quarantaine d'AS à Saint-Antoine, une trentaine à la Salpêtrière, des centaines sur toute l'Assistance publique sont victimes de cet odieux chantage.

Alors que les hôpitaux ont de plus en plus besoin de personnel qualifié !

Mais les travailleurs des hôpitaux n'entendent pas faire les frais de la politique gouvernementale d'austérité et voir leurs effectifs déjà insuffisants diminuer encore. Ils refusent de voir leurs camarades jetés à la rue. Par solidarité, mais aussi parce qu'ils ne veulent pas accepter la surcharge de travail qu'entraîneraient pour eux ces licenciements, surcharge qui ne pourrait se faire qu'aux dépens des malades. Des pétitions réclamant le maintien de leurs camarades circulent, largement signées, y compris par des médecins, dans les services concernés, à Saint-Antoine comme à la Salpêtrière, où une première assemblée a réuni une centaine de personnes. Et plusieurs délégations sont déjà venues exprimer leur colère au siège de l'AP, avenue Victoria.

A l'heure où il faudrait massivement embaucher, l'administration voudrait licencier. Les travailleurs des hôpitaux disent non. Ils ont bien raison et doivent pouvoir compter sur le soutien de toute la population, car il y va de la santé de tous.

## Atteinte à la liberté électorale en Allemagne de l'Ouest

A l'occasion des élections législatives allemandes, qui auront lieu le 3 octobre prochain, chaque parti qui présente un certain nombre de candidats a droit à un temps d'antenne sur les chaînes de radio-télévision. Pourtant, le « Groupe Internationale Marxisten » (GIM), un groupe trotskyste allemand, section du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, a vu annuler son émission qui devait passer le jeudi 16 septembre sur les ondes de la « West-deutscher Rundfunk » de Cologne (radio d'Allemagne de l'Ouest).

Le prétexte ? Le GIM y donnait la parole à Ernest Mandel, dirigeant du Secrétariat Unifié. Or celui-ci est interdit de séjour en Allemagne Fédérale (comme en France d'ailleurs).

Le GIM profitait de ces élections pour dénoncer les lois qui, dans ce pays, frappent les communistes, leur interdisant certaines professions quand ils sont Allemands et le droit d'y pénétrer quand ils sont étrangers.

Ernest Mandel déclarait notamment :

« L'interdiction de pénétrer (en territoire allemand) ne frappe que des personnes qui ont l'intention de propager des idées marxistes et le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale en République Fédérale. Par son action contre la liberté de parole et d'opinion de certains courants du mouvement ouvrier, par les interdictions professionnelles et par le paragraphe 88 A, le gouvernement fédéral social-libéral vient de créer aujourd'hui des instruments qui permettront plus

tard à un gouvernement plus réactionnaire d'interdire, suivant l'exemple de Hitler, n'importe quelle propagande marxiste et de couper court en la taxant de propagande marxiste, à n'importe quelle activité syndicale visant la suppression du mode de production capitaliste. »

Dans un communiqué, le GIM proteste :

« Nous exigeons la retransmission de cette émission électorale à une heure équivalente, »

Contre le monopole d'opinion régnant !

Contre l'érosion et la suppression des libertés démocratiques ! »

Dans la démocratie du socialiste Schmidt, au moment des élections, tous les partis sont égaux, mais certains sont moins égaux que d'autres.



# Querelle dans la gauche : la suite au prochain numéro

Les amours difficiles du Parti Socialiste et du Parti Communiste connaissent un nouvel épisode, chapitre des élections municipales.

C'est Mitterrand qui a relancé la polémique, en s'indignant de voir la fédération des Bouches-du-Rhône du PCF éditer une affiche où il est dit que les trois partis de gauche ont décidé « l'union de la gauche dès le premier tour dans toutes les communes de France ».

Et Mitterrand de rappeler sèchement qu'aucun accord national n'a été conclu sur les listes communes : tout se décidera au niveau local, et il y aura certainement des exceptions...

Le Parti Communiste, visiblement soucieux de minimiser l'affaire, se défend en jouant

les innocents : puisque l'objectif officiel des trois partis de gauche est de parvenir « au meilleur accord possible », la composition de listes d'union de la gauche partout n'est-elle pas le but final des négociations ?

En fait, le Parti Communiste et le Parti Socialiste jouent toujours le même jeu. Mais à ce jeu, c'est incontestablement le Parti Socialiste qui est le plus fort. C'est normal. C'est lui qui a les atouts maîtres en main. Electoralement, les cantonales l'ont bien montré, il a le vent en poupe. Et puis surtout, son avenir politique ne dépend pas que de l'union avec le Parti Communiste.

Au niveau d'un bon nombre de grandes villes, le Parti Socialiste peut gagner ou con-

server la mairie en trouvant des alliés à sa droite. Et au niveau national, il peut être demain appelé au gouvernement sans avoir forcément besoin de l'appui du Parti Communiste.

Mieux même il a tout intérêt à durcir le ton afin de montrer qu'il reste, en toutes circonstances, maître du jeu, et surtout qu'il n'est nullement l'otage du PCF.

Le PCF, lui, prisonnier de sa politique électoraliste, n'a l'espoir de parvenir au pouvoir qu'en s'accrochant aux basques du PS. Mais sans garantie aucune. C'est sans doute ce qui l'a incité à faire preuve de modération dans sa réponse à Mitterrand.

Jacques LENOIR.

## Quel sens de la justice ... de classe !

Il ne faut pas inquiéter les patrons, ni les gêner dans leur travail. Voilà ce qu'a déclaré en substance Olivier Guichard, ministre de la Justice, lors du congrès de l'Union Nationale de la Maçonnerie.

En effet que, cette année, quelques patrons, tenus pour responsables des accidents de travail mortels survenus dans leur entreprise, aient failli être condamnés à faire de la prison, que certains d'entre eux même, les plus malchanceux, aient fait quelques heures de préventive, voilà qui hante les cauchemars de certains patrons et leur donne des sueurs froides. Alors M. Guichard de compatir : les accidents du travail sont « des problèmes douloureux » mais, en tant que ministre de la Justice, il va

s'efforcer « d'user de la persuasion » pour expliquer aux juges « que les entrepreneurs français sont la chance de ce pays et que, si on ne les laisse pas travailler, on connaîtra des jours bien difficiles ».

Pauvres patrons ! Pensez donc : l'an dernier, 3 % seulement des violations constatées aux règlements et lois de sécurité du travail ont entraîné des condamnations... et encore, à des amendes égales ou inférieures au minimum prévu par la loi.

Par contre, que des travailleurs soient victimes chaque jour de l'incurie criminelle des patrons, que certains perdent la vie au travail, ou un membre, ou la santé, quelle importance pour M. Guichard ?

Les accidents de travail avec

arrêt sont de plus en plus fréquents et de plus en plus graves. Et ils s'accroissent deux fois plus vite encore dans des secteurs comme le bâtiment et les travaux publics qu'ailleurs.

Mais de cela, M. Guichard se moque. En ministre de la Justice qui connaît son travail, M. Guichard annonce la couleur. Déjà Lecanuet, son prédécesseur, avait retiré les dossiers à certains juges qui avaient eu l'audace de prétendre peser dans la même balance les méfaits des patrons et ceux des criminels de basse souche. Guichard va plus loin. En homme d'ordre, il prend sous son aile protectrice ces pauvres patrons si menacés.

C'est sans doute cela, l'impartialité de la justice.

Cécile BERNIER.

## Cherchez à qui le crime profite !

Qui a commandité le récent cambriolage manqué du siège du Syndicat du Livre à Paris ?

Les auteurs du cambriolage ont été arrêtés sur place dans la nuit du 13 au 14 septembre. Ils ont, depuis, déclaré au juge d'instruction qu'ils avaient agi sur commande afin de s'emparer de dossiers importants. Lesquels ? On ne le sait pas encore. Si les policiers veulent découvrir quelque chose, ils ont plutôt intérêt à chercher du côté de ceux contre qui le Syndicat du Livre est actuellement en conflit !

Mais la police veut-elle vraiment découvrir la vérité ? Ce n'est pas sûr.

En effet, le lendemain du cambriolage, avant même que les gangsters aient été interrogés, le directeur de la police judiciaire de la région parisienne affirmait préemptoirement qu'il s'agissait

« d'une affaire de droit commun tout à fait classique, purement de banditisme ».

Si tous ceux qui mènent l'enquête sont dans le même état

d'esprit, il faudra que les truands fassent preuve de beaucoup de persévérance dans leurs aveux pour faire éclater la vérité !

Claude CHARVET.

### LA POLICE AUX ORDRES

Profitant de la présence de M. Amaury, patron du Parisien Libéré, au siège de la Fédération nationale de la Presse Française, une centaine de militants du comité intersyndical CGT du Livre s'étaient déplacés dans le but d'obtenir une entrevue avec Amaury. Moins d'une heure après avoir pénétré dans les lieux, les manifestants reçurent pour toute réponse une violente charge des flics, qui avaient envahi les locaux de la Fédération de la Presse.

Six personnes furent blessées

par la police, dont deux sérieusement.

On peut s'étonner de la brutalité de l'intervention policière, et surtout de sa rapidité. Les flics ne sont pas toujours si prompts à intervenir, surtout à cinq heures du soir, en plein Paris.

A moins que, pour protéger un citoyen comme Amaury, les flics ne déploient un zèle tout particulier. Car on voit une fois de plus que, pour protéger l'ordre des patrons, la police ne ménage guère ses efforts.

H.D.

## Interview d'un travailleur algérien à propos de l'incendie qui s'est produit dans l'hôtel de la rue Tiphaine dans le 15<sup>e</sup>

« L'incendie s'est produit dans la nuit de vendredi à samedi, à 4 heures du matin. Le feu a pris très rapidement. Heureusement, il y a un gars qui a réussi à passer par la fenêtre pour aller téléphoner aux pompiers ! Ça a été une véritable panique. Les gens se jetaient par les fenêtres. Il y en a un qui s'est cassé la colonne vertébrale en se jetant du 4<sup>e</sup> étage. Un autre s'est cassé la jambe.

Tout s'est passé très vite. Il faut dire que tout était en bois dans cet hôtel : l'escalier, tout. Dans ces hôtels pour travailleurs arabes, c'est la misère ! On vit à deux ou trois dans une chambre de 400 F par mois. C'est tout petit. Il n'y a qu'un lavabo, pas d'eau chaude et pas une seule douche dans tout l'hôtel. On n'a pas le droit de mettre du chauffage et certains hôtels ne sont pas du tout chauffés l'hiver. On ne peut pas non plus se faire la cuisine, c'est interdit. Et si on va manger ailleurs que dans l'hôtel, parce que cela coûte moins cher, le patron vous regarde d'un sale œil. Si on rentre tard, c'est la même chose !

Dans l'hôtel de la rue Tiphaine qui a brûlé, il y avait, cette nuit-là, une trentaine de travailleurs. D'habitude, il y en a plus. Mais là, beaucoup étaient en vacances.

Il y a eu quatre morts et de nombreux blessés, qui sont toujours à l'hôpital. Les autres ont tout perdu dans l'incendie. Il y en a un qui y a perdu toute sa paye. L'hôtel a été entièrement détruit. On a relogé les gens dans un foyer du 13<sup>e</sup> arrondissement.

En fait, tout le monde dit que c'est un attentat criminel. Une conduite de gaz a été ouverte et on aurait trouvé un outil à côté de la brèche faite dans le tuyau.

Cela fait au moins quatre hôtels habités par des travailleurs arabes qui ont brûlé ces trois derniers mois. Ce sont des attentats racistes. Parce qu'un seul incendie, ça peut arriver n'importe où. Mais tant en si peu de temps, ce n'est pas normal.

Ici, on discute beaucoup de ces incendies. Maintenant les gens ont peur. Ils ne veulent plus habiter dans ces hôtels. Moi, avant, j'y allais de temps en temps. Aujourd'hui, je préférerais dormir dehors plutôt que de dormir dans un hôtel !

L'autre jour, j'ai vu un ami qui était en train de se faire une corde : pour pouvoir descendre par la fenêtre en cas d'incendie. Il y en a qui projettent de se cotiser pour payer quelqu'un qui ferait des rondes de nuit. Mais il y a un gars qui m'a dit qu'on pourrait bien le payer des millions qu'il ne ferait jamais ce boulot-là. Car ce sont des bandes organisées, des bandes qui veulent tuer, qui mettent le feu.

A la suite de cet incendie, on a téléphoné au consulat d'Algérie... qui a répondu qu'il n'avait pas le temps... Une plainte a été déposée au commissariat, mais la police... elle fait son enquête à sa manière.

Tout cela, le gouvernement algérien en porte une lourde responsabilité. Car il devrait intervenir auprès du gouvernement français pour qu'on protège les travailleurs algériens.

Le racisme, il est partout ! Les gens ont peur. Ils ont peur de se promener la nuit. Moi, l'autre jour, j'étais dans un café. Je commande un coca-cola. Un gars, à côté, me dit de sortir dehors. Dehors, ils étaient dix. Je me suis réfugié chez un ami qui était tout près. Finalement, il m'a raccompagné en voiture.

On est aussi contrôlé par les flics. Dans le métro, en l'espace d'une demi-heure, j'ai été contrôlé trois fois !

Et plus ça va, plus ça s'aggrave. »



**lu avec intérêt ... lu avec intérêt... lu avec intérêt**

**Libération**  
 Mardi 3 février 1976  
 N° 647

## Que faire des Arabes « israéliens »

Libération publie le rapport secret du préfet israélien de Galilée, M. Koening, déposé sur la table du ministre de l'Intérieur en mars dernier et que l'organe du parti Mapam (aile « gauche » de la coalition travailliste au pouvoir) vient de révéler. Malgré le scandale provoqué par la révélation de ce rapport cynique, Koening est toujours préfet de la région et son rapport ne fait qu'illustrer la politique raciste et ségrégationniste de « judaïsation » du gouvernement d'Israël, qui a consisté, entre autres, depuis 1949, à confisquer massivement les terres arabes.

Voici quelques extraits de ce rapport édifiant :

« Un examen détaillé par circonscription démontre que les Arabes constituent 67 % de la population de la Galilée occidentale. (...) »

A ce rythme d'accroissement, les Arabes constitueront en 1978 plus de 51 % de la population de la région nord. Le sentiment des nationalistes — et c'est également le mien — c'est que leur multiplication en Galilée contient les germes d'un danger pour notre contrôle et notre souveraineté. (...) »

### PROPOSITIONS

Il faut élargir et approfondir la colonisation juive dans toutes les régions où la continuité de population arabe est évidente et où elle dépasse trop

en nombre la population juive, et il faut examiner les possibilités de clairsemer les concentrations de population arabe existante.

Il faut mettre en application une politique de récompenses et de punitions (dans le cadre de la loi) à l'encontre des dirigeants arabes ou des localités arabes qui exprimeraient, d'une façon ou d'une autre, des sentiments d'hostilité par rapport à l'Etat d'Israël ou à l'encontre du sionisme. (...) »

Un autre sujet est particulièrement important dans la région nord, en raison de la grande concentration de population arabe : les usines érigées à l'aide d'investissements énormes de l'Etat dans le but d'accroître la population juive dans la région et qui, dans les faits, emploient une proportion de 25 % à 50 % d'ouvriers arabes.

Cette assurance économique et sociale, qui libère l'individu et la famille du souci de la subsistance et des pressions quotidiennes, confère à cette population le temps et le loisir d'avoir des pensées « sociales et nationalistes ». (...) »

Il faut parvenir à des accords convenables avec la direction de chaque entreprise, afin d'établir que le nombre d'employés arabes ne dépassera pas 20 % du nombre total des ouvriers.

Parvenir à un accord avec



Les forces de sécurité en Jordanie occupée rassemblent tous les habitants d'un village pour un interrogatoire. (UPI)

les principaux agents de distribution des marchandises sur le marché, dans chaque branche, afin de neutraliser les agents de vente arabes dans les régions du nord et de leur compliquer la vie, essentiellement pour prévenir une situation de dépendance de la population juive par rapport à ces agents.

Le gouvernement doit trouver un moyen de neutraliser le don d'allocations familiales aux familles nombreuses dans la population arabe, en soustrayant les allocations familiales à la juridiction des assurances nationales pour en confier l'administration à l'Agence Juive ou à l'Organisation sio-

niste mondiale, qui les destineront exclusivement aux Juifs.

Faire en sorte que les institutions centrales prennent toujours soin de privilégier les cadres organisationnels et les individus juifs par rapport aux Arabes. (...) »

Favoriser l'orientation des élèves vers les métiers techniques, les sciences exactes et les sciences naturelles. Ces études laissent moins de temps pour s'occuper de nationalisme, et il y a plus de chances qu'ils les abandonnent en cours de route.

Faciliter les voyages d'études à l'étranger et créer des

difficultés pour le retour et la recherche du travail, une telle politique est susceptible d'encourager leur émigration.

Prendre d'implacables mesures à tous les niveaux contre les agitateurs en tous genres à l'intérieur des institutions d'enseignement supérieur.

Accroître la présence des forces de police et de sécurité en tous genres dans la rue arabe, afin de dissuader les cercles extrémistes et les indécis qui pourraient se laisser entraîner à des actions de désobéissance et à des manifestations.

le 1-3-76 »

**COMBAT OUVRIER**  
 Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)  
 Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
 en Belgique et en Hollande  
 Pour l'émancipation des peuples de l'Amérique du Sud  
 Pour la reconstruction de la 1<sup>re</sup> Internationale

## Contre l'imprévoyance, contre leur transformation en " assistés ", les travailleurs doivent organiser leur sécurité et leur vie dans la Basse-Terre

Dans son numéro du 22 septembre, **Combat Ouvrier** revient sur l'attitude de l'administration coloniale en Guadeloupe qui, face aux risques d'éruption de la Soufrière, laisse la population dans l'incertitude la plus totale.

« L'administration coloniale n'offre que le choix de rester dans une situation de moins en moins tolérable dans les centres d'accueil ou hypocritement le retour d'une manière non organisée dans la zone dangereuse. Elle appelle elle-même cette politique celle de la « responsabilité partagée ». En clair cela signifie que, si les gens en ont assez des conditions de vie dans les centres d'accueil, de leur situation de réfugiés assistés, ils doivent prendre la responsabilité d'encourir les dangers d'une explo-

sion toujours possible du volcan.

Tous les scientifiques, à quelque école qu'ils appartiennent, sont d'accord sur le fait qu'il est impossible de dire quand et si une phase cataclysmale de l'éruption aura lieu. La situation actuelle d'incertitude et de menaces peut aussi bien aboutir à un calme complet, ou à une phase plus brutale dans quelques semaines, ou se prolonger de la même manière pendant des mois avant toute atténuation ou paroxysme éventuels.

C'est dire qu'au fil des jours une partie de plus en plus grande des réfugiés risque de se lasser de la situation présente et va rentrer chez elle.

En pareil cas, ces populations non organisées pour parer au danger peuvent alors d'une ma-

nière presque certaine être victimes de toute aggravation des manifestations du volcan.

Face à cette situation et aux conséquences qu'elle peut entraîner, il y a une autre politique possible. Politique qu'à aucun moment la préfecture n'a envisagée. Il s'agit de l'organisation de la population qui vit ou veut vivre dans la zone menacée, afin qu'elle soit à même de réagir avec calme et efficacité en face des manifestations de la Soufrière, sans avoir à abandonner toute la région pour plusieurs mois. Cela, la préfecture refuse de l'envisager, parce qu'elle craint toute participation de la population à l'organisation de sa propre sécurité. La préfecture préfère transformer 70 000 personnes en assistés complètement dépendants de ses qua-

tre volontés.

Lors des événements de juillet-août, la préfecture avait le choix entre les thèses de Brousse et celles de Tazieff, l'un parlant de catastrophe imminente et l'autre d'un danger que l'on pouvait mesurer et face auquel on pouvait réagir d'une façon graduelle. La préfecture a préféré suivre Brousse, parce que cette thèse l'arrangeait et lui permettait de choisir la solution qui la mettait à l'abri de toute participation de la population à sa propre sécurité.

Si la situation d'incertitude doit encore durer, le nombre de ceux qui rentreront dans la zone menacée va augmenter et cela sans qu'ils soient en mesure de réagir efficacement en cas de paroxysme et, pis, sans qu'ils y croient et répondent

aux injonctions qui leur seront données de quitter la région. Après une période de confiance excessive en l'administration, il risque de suivre une période de méfiance et même d'incrédulité totale en les autorités et les scientifiques. Cela ne pourra aboutir qu'à une catastrophe.

Face à cette évolution de la situation, nous croyons que les travailleurs doivent, aussi bien dans leurs entreprises, sur leur lieu d'habitation que dans les centres d'hébergement, poser ce problème de l'organisation d'un plan destiné à assurer la sécurité des populations qui reviennent déjà vivre dans la zone interdite. Ils doivent dès maintenant mettre en application un tel plan dans le détail.



## ... lu avec intérêt

**Libération**  
Mardi 3 février 1976  
N° 647

### Les 30 000 squatters de Londres en péril

« A Londres, plus de 30 000 personnes squattent leur habitation. Il faut dire que le problème du logement est grave. On compte les sans-abri par milliers (...)

En Angleterre, le squatting n'est pas encore un crime ; c'est une simple affaire civile. La police n'a pas le droit d'expulser les squatters car ceux-ci se réclament d'une loi qui remonte au 14<sup>e</sup> siècle: le «Forcible Entry Act» protège en effet les droits de ceux qui prennent possession d'un lieu jusque-là inhabité ou inexploité.

Des propriétés inhabitées, il y en a actuellement plus de deux millions à Londres. La plupart appartiennent aux municipalités qui manquent de fonds pour effectuer leurs projets de rénovation et de reconstruction. Des rues entières sont donc vidées de leurs habitants et laissées à l'abandon. Les squatters débarquent alors, s'installent, posent une nouvelle serrure et affichent à

l'entrée l'avertissement signalant qu'ils connaissent la loi et qu'ils sont les squatters « légaux » du lieu (...)

On peut les vider, mais il faut d'abord passer au tribunal. Ça peut être long, et de toute façon ça coûte cher. Les municipalités hésitent. (...)

Cependant ils commencent à se sentir menacés. Le gouvernement semble décidé à restreindre le squatting qui remet trop en question la sacrosainte propriété. Alors on essaie par tous les moyens de ne pas leur rendre la vie trop facile. Et les municipalités rendent complètement inhabitables les maisons nouvellement vides en détruisant planchers et toits, murant portes et fenêtres pour empêcher quiconque d'y aménager. Détruire des maisons salubres alors que plusieurs dizaines de milliers de sans-abri cherchent un toit, c'est une drôle de politique sociale pour un gouvernement travailliste. »

### Les fêtes de Lutte Ouvrière

● 25 et 26 septembre

**BORDEAUX**

Parc Séguinaud, à Bas-sens.

● 9 et 10 octobre

**RENNES**

Salle des Lices.

Ouverture de la fête à 20 h 30, samedi 9. Fest-noz à 21 h, avec les Sonneurs de Lannion, le groupe de Plancoët.

Dimanche : Allanic, Les Klasterien Vara, du folk, des poèmes, du cinéma.

## Elections cantonales

### En Avignon PSU-LCR : après l'alliance, la polémique

Les 12 et 19 septembre s'est déroulée en Avignon une élection cantonale partielle. Le PSU et la LCR présentèrent un candidat commun. Celui-ci, membre du PSU, recueillit 1,6 % des suffrages. En mars dernier, lors des élections cantonales générales, présenté par le seul PSU, le même candidat avait recueilli 3,3 %.

Ce recul sensible a déclenché une polémique entre le PSU et la Ligue Communiste. Le Secrétariat National du PSU, tirant les leçons du premier tour, (et se dégageant, mais après coup, de toute responsabilité pour cette candidature) écrivait entre les deux tours de scrutin :

« Si cet accord comportait une analyse locale de la situation du Vaucluse où se reconnaît une plume « PSU », sa partie politique revêtait une autre tonalité : le Programme commun, caractérisé comme programme de collaboration de classes, l'injonction lancée (néanmoins) au PC et au PS de former leur gouvernement, l'exigence d'un syndicat unique des travailleurs, la présentation de la campagne du PSU et de la LCR comme une contribution à la construction d'un parti révolutionnaire. Titre de la campagne : « Pour l'autogestion socialiste par la centralisation démocratique des conseils ouvriers et de quartier »...

Chacun reconnaît là un langage qui n'est ni celui du PSU ni susceptible de faire comprendre aux travailleurs ce qu'est une stratégie révolutionnaire pour l'autogestion. Même si, à travers cette campagne, une intervention militante intéressante a pu être réalisée, il reste le contenu du message politique. Le Bureau National a estimé nécessaire de faire connaître à la Fédération du Vaucluse son désaccord, sans le rendre public avant les élections pour ne pas aggraver la situation des militants PSU de ce département. La DPN a approuvé la décision du Bureau National. La Fédération du Vaucluse a reconnu, d'une part, avoir commis une erreur en concluant cet accord sans en avertir le BN ; d'autre part, le bien-fondé des critiques du BN. Un communiqué commun PSU-LCR éliminait d'ailleurs, en fin de campagne, les aspects les plus critiquables de l'accord. (...)

Quant à la clarté, c'est celle d'un parti qui s'exprime sur ses positions et qui n'en abandonne pas l'essentiel

lorsqu'il s'efforce de rassembler les militants autogestionnaires — faute de quoi ceux-ci lui tournent le dos. C'est ce que rappelle une résolution de la DPN destinée à assurer l'homogénéité de l'attitude du parti pour les prochaines élections partielles. »

Ce à quoi la LCR répond dans Rouge du 20 septembre :

« Nous pensons, nous, que lorsque l'enjeu central de la situation politique est le renversement du gouvernement (et non encore la prise du pouvoir par les travailleurs), alors les travailleurs votent « efficace », en votant pour le parti traditionnel qui apparaît le mieux placé pour accéder au gouvernement, le PS en France, le PC en Italie. Et cela est vrai, même pour les travailleurs les plus réceptifs aux idées de l'extrême-gauche, même pour ceux qui dans les luttes débordent les directions traditionnelles.

Dès lors, pour les révolutionnaires, il y a deux dangers :

— Le premier danger consiste à courir derrière les réformistes en gommant le programme. C'est la voie semblait-il suivie par le PSU, qui cherche à s'intégrer aux listes d'Union de la gauche. Le PSU est-il prêt à participer à des listes avec les radicaux de gauche ? Le PSU est-il prêt à accepter la référence au Programme commun ? Le PSU est-il prêt à s'engager à voter le budget municipal ?

— Le deuxième danger est au contraire de se contenter d'une dénonciation des directions réformistes sans tenir compte de la volonté des travailleurs — alors même qu'ils votent pour les réformistes — de pousser de l'avant les directions, de prendre en main eux-mêmes leurs affaires, en un mot de poser, à travers et par-delà le problème du gouvernement, celui du pouvoir aux travailleurs.

C'est pourquoi nous pensons que les révolutionnaires doivent, dans les débats à venir, à la fois poser les problèmes politiques centraux (le départ de Giscard, la constitution d'un gouvernement PC-du pouvoir des travailleurs, la PS s'engageant sur la voie formation d'une assemblée constituante et la nécessité d'une riposte unitaire contre l'austérité) et montrer concrètement comment les travailleurs, à travers des comités unitaires de contrôle ouvrier dans et hors de l'entreprise, pourront prendre en charge

leurs affaires, imposer leur volonté au patronat et combattre la division et les polémiques de sommet. De la capacité des révolutionnaires à mener cette bataille en commun dépendra l'écho qu'elle aura, y compris auprès des travailleurs qui votent PS ou PC. L'impact de listes communes est sans commune mesure avec le score électoral. »

Le problème de l'attitude vis-à-vis de l'Union de la gauche est certainement actuellement l'un des problèmes politiques essentiels des révolutionnaires. Il est donc bien normal qu'il détermine aussi les campagnes électorales... et les alliances entre les groupes à l'occasion de ces campagnes.

Il est notoire — et cela depuis bien avant la campagne d'Avignon — que le PSU et la LCR sont en désaccord. Le premier cherche à s'intégrer dans l'Union de la gauche, même si c'est d'une manière « critique ». La seconde est opposée à celle-ci, bien qu'avec une analyse et des mots d'ordre que nous, Lutte Ouvrière, ne partageons pas. Nous reviendrons d'ailleurs là-dessus dans de prochains numéros de Lutte Ouvrière ou de Lutte de Classe.

Pourtant, la LCR s'efforce, à tout prix, pourrait-on dire, de chercher des alliances — en particulier à propos des élections — avec le PSU. Pour cela, elle est même prête à oublier partie de ses critiques et analyses.

La polémique actuelle vient de rappeler que cela ne sert pas à grand-chose. La seule chose qui pourrait amener le PSU à regarder avec un œil favorable une alliance avec un groupe révolutionnaire serait qu'une telle alliance soit payante sur le plan électoral. De toute évidence — les résultats d'Avignon viennent de le confirmer — ce n'est pas le cas. Et le seul résultat de ce qui pouvait passer pour une manœuvre victorieuse — avoir amené une fédération départementale du PSU à conclure une alliance électorale avec la LCR —, c'est de confirmer le PSU dans sa volonté de prendre des distances... et de trouver des arguments pour le justifier auprès des militants du PSU qui pourraient songer à une alliance avec des groupes révolutionnaires.

Comme quoi il n'y a pas de manœuvres, même adroites, qui permettent de faire passer sous la table les vrais problèmes politiques.



## L'ÉCHEC ELECTORAL DES SOCIAUX-DÉMOCRATES



Olaf Palme, en train de voter. Changement de majorité mais pas changement de politique. (AFP)

**Des réformes qui ne changeaient pas la vie**

Les réformes sociales suédoises qui ont fait dire aux réformistes qu'il était possible de changer la vie des travailleurs sans recourir à la lutte de classe, elles restent bien superficielles et bien fragiles.

Sans doute la Suède est-elle un pays où les salaires sont relativement élevés et où le niveau de vie des travailleurs est parmi les plus confortables. Sans doute aussi le régime des retraites y est-il plus favorable aux vieux travailleurs que dans la majorité des pays capitalistes, tandis que la répartition de l'impôt frappe proportionnellement moins les faibles revenus. Mais cette situation est moins le résultat de la pression des sociaux-démocrates que de la prospérité économique. De la même façon, ce n'est pas la politique des sociaux-démocrates qui explique le relatif plein emploi, mais bien le dynamisme d'une économie qui a profité de sa neutralité pendant la Seconde Guerre mondiale pour multiplier ses relations commerciales et qui dispose à la fois d'une grande concentration des capitaux et d'un haut degré de technicité dans différents domaines. Et les centres de recensement et d'information mis en place pour aider les chercheurs d'emploi, les centres de formation professionnels vantés par les admirateurs de la Suède seraient bien inefficaces pour combattre les effets d'une véritable crise économique.

Quant aux réformes de l'entreprise, qui se sont multipliées ces dernières années (représentants ouvriers dans les conseils d'administration, assouplissement de l'encadrement dans les usines), elles ne changent pas grand-chose à la condition ouvrière.

Entre 1969 et 1972, 42 % des travailleurs de la grande industrie avaient demandé de changer d'emploi et 34 % avaient quitté la grande industrie en invoquant les conditions de travail, les cadences et l'insécurité. Dans le même temps, des grèves sauvages ont à plusieurs reprises éclaté. Dans les mines de Kiruna, à la fois sur le problème des salaires et des conditions de travail, déclenchant une vague de grèves sauvages qui dura jusqu'au milieu de l'année 1970.

Alors, les dirigeants suédois ont-ils réussi le miracle de changer la vie sans changer la société ni la condition ouvrière ? Les réformes libérales concernant l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances pour tous suffisent-elles pour cela ? Certainement pas car, de l'aveu même des partisans du régime suédois, elles sont plus réelles dans les textes que dans la vie.

Et toutes les réformes mises en place par la Social-Démocratie sont tout au plus des aménagements qu'un capitalisme riche a réalisées pour acheter la paix sociale. Mais ce ne sont même pas des acquis définitifs.

néanmoins, très rapidement, pour la faire accepter à la classe ouvrière suédoise. Ce petit ballet politique est traditionnel...

La seule différence est que, là-bas, c'est le Parti Socialiste qui détient habituellement le pouvoir et la droite qui vient de temps en temps le relayer, alors que c'est généralement l'inverse. Mais ce n'est qu'une preuve supplémentaire qu'en Suède, les socialistes remplissent parfaitement le rôle tenu par les conservateurs dans les autres pays.

H. M.

Après avoir été quarante-quatre ans au pouvoir, les sociaux-démocrates viennent de perdre les élections. A une majorité de quelques sièges, la coalition des trois partis de droite l'a emporté.

Remarqué et largement commenté, ce retour de la droite au pouvoir en Suède n'est pas une surprise. Il n'est pas annonciateur de changements. Les nouveaux gouvernants ont affirmé, d'ailleurs, qu'ils ne toucheront rien à l'essentiel de l'œuvre de leurs prédécesseurs. Et ce sera sans doute vrai. Car les

sociaux-démocrates suédois n'ont pas mené de politique différente de celle des sociaux-démocrates allemands ou des travaillistes anglais, qui alternent régulièrement avec les conservateurs ou les démocrates-chrétiens, sans que la politique anglaise ou allemande soit sensiblement modifiée. Comme eux, ils se sont comportés en quarante-quatre ans de pouvoir comme des hommes politiques de la bourgeoisie totalement à son service.

Aujourd'hui, usés — ce sont eux qui utilisent l'expression — par ces quarante-

quatre ans de bons et loyaux services, ils se retrouvent dans l'opposition. Mais — tout le passé en fait foi — ce n'est pas pour y mener le combat contre la bourgeoisie. La première déclaration d'Olaf Palme a été pour souligner que le Parti Socialiste n'entendait pas mettre les bâtons dans les roues des partis concurrents. C'est simplement pour se préparer à les relayer quand ces derniers seront à leur tour « usés ». A moins que la crise vienne précipiter les choses et exige que les sociaux-démocrates intervien-

44 ANS D'UNE POLITIQUE DE COLLABORATION DE CLASSE :

## Les sociaux-démocrates au service de la bourgeoisie

C'est en 1932, en pleine crise économique, après une période de luttes sociales marquée, en 1931, par les affrontements violents d'Adalen et après qu'un scandale financier du trust des allumettes Krapper eut discrédité le gouvernement, que les socialistes s'installèrent au gouvernement, à la suite d'élections, avec pour mission de rétablir la paix sociale.

Mise à part une brève période où ils furent évincés, en 1936, ils y restèrent, parfois dans le cadre de gouvernements de coalition, entre 1936 et 1939 et pendant la Deuxième Guerre mondiale, ou encore entre 1951 et 1957, mais en général seuls.

Tout au long de ces quarante-quatre années, il n'a jamais été question pour les sociaux-démocrates de s'attaquer le moins du monde à la toute-puissance de la bourgeoisie. Toute leur politique a été dictée par la volonté de faire régner la paix sociale en laissant les patrons à leur place et les travailleurs à la place d'exploités.

Le respect de la propriété privée, des intérêts des entreprises et des trusts, maintes fois affirmé, a été une constante du régime. Le secteur nationalisé lui-

même est relativement faible. En 1957, seuls le service postal, les télécommunications, les chemins de fer et une partie de l'électricité étaient secteurs publics. Depuis, une partie de l'industrie minière, une partie de l'industrie

nucléaire, la distribution pharmaceutique, une partie de l'industrie pharmaceutique, nationalisés, sont venus s'y ajouter.

Toutes les fois que les sociaux-démocrates ont simplement tenté d'accroître le rôle économique

d'organismes para-étatiques, comme le Fond National des Retraites, ils ont dû transiger.

C'est dire qu'on est loin d'une économie où les forces productrices seraient la possession de l'ensemble de la société.

## Un régime qui s'est protégé contre les travailleurs

Si le bilan de ce réformisme est si faible, c'est bien parce qu'il n'y a pas de miracle possible, même dans un pays riche, et parce que le patronat, en Suède aussi, ne cède que devant la pression de la classe ouvrière.

Or la social-démocratie suédoise a eu peur plus que tout des mobilisations ouvrières.

Son œuvre, si l'on peut dire, a consisté à éviter les conflits sociaux.

Pour cela, elle a mis en place depuis 1938 toute une législation contractuelle concernant les salaires et les conditions de travail.

Elle a contribué au renforcement d'un énorme appareil syndical, riche et puissant, profondément intégré dans l'Etat, la centrale LO. On estime entre 90 % et 95 % le nombre d'ouvriers affiliés à cette centrale (soit 1.771.000 en 1971). Véritable puissance économique, cette centrale hégémonique est une force politique et sociale considérable. Elle dispose d'une presse variée, d'entreprises, de vastes écoles syndicales et encadre la classe ouvrière.

Elle est aussi avant tout un appareil destiné à freiner les lut-

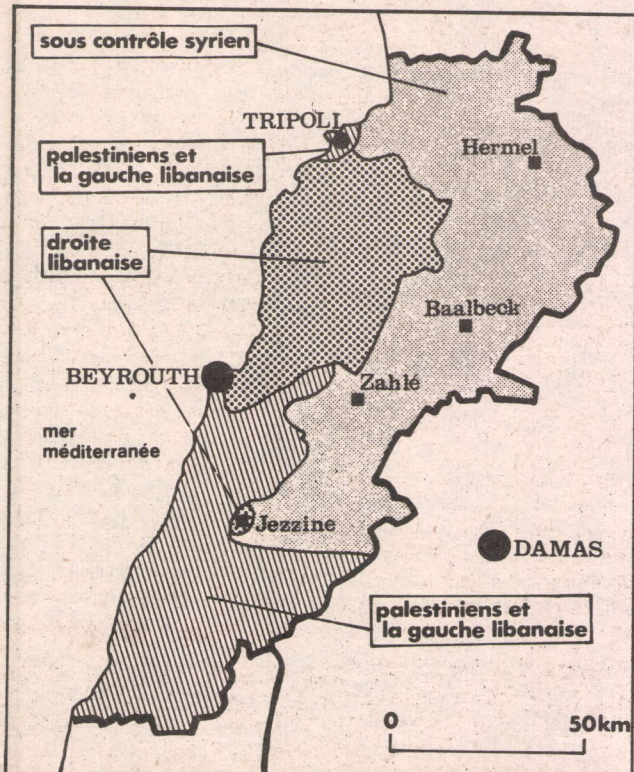
tes des travailleurs. Par exemple, une grève ne peut être déclenchée que si elle touche ou est susceptible de toucher plus de 3 % des effectifs d'une fédération. Sinon, la grève n'est pas soutenue par le syndicat.

Et toute la lutte des dirigeants de LO ces derniers mois pour mettre en place un fonds d'intéressement géré par des représentants des syndicats vise essentiellement à accroître la puissance du syndicat et à l'enraciner un peu plus dans la société capitaliste.



# dossier LIBAN

## Une guerre de la droite réactionnaire contre les couches populaires libanaises et palestiniennes



les forces en présence au 30 août 1976

Au cours des mois de mars à juin 1976, les forces du camp « palestinien-progressiste » enregistraient une avance sur tous les fronts, arrivant progressivement à contrôler, pratiquement, le nord, l'est et le sud du pays, à l'exception du « ghetto chrétien », au nord de Beyrouth.

C'est pour enrayer cette avance que l'armée syrienne, à partir du 1<sup>er</sup> juin, est intervenue en force. Bien qu'elle ait rencontré une résistance qu'elle n'attendait pas, elle a pu occuper l'est et le nord, coupant ainsi les troupes « palestinien-progressistes » d'un de leur bastion : la ville de Tripoli, au nord, désormais iso-

lée entre les troupes syriennes et les troupes du front chrétien. La gauche et la Résistance palestinienne sont donc isolées dans le sud du pays, et ne peuvent communiquer avec Tripoli que par mer. La surveillance côtière effectuée par la marine israélienne, qui peut bloquer les approvisionnements en armes, accroît encore les difficultés.

Actuellement, les combats se portent essentiellement sur le front qui sépare Beyrouth en deux parties, autour de Tripoli, et dans la montagne libanaise, contre le secteur tenu par la gauche dans le Metn, sur la route Beyrouth-Damas.

La guerre civile libanaise dure depuis dix-sept mois. Le bilan, aujourd'hui, s'élèverait à près de quarante mille morts, et à des centaines de milliers de blessés. C'est dire que plus d'un pour cent de la population de ce petit pays de trois millions d'habitants a perdu la vie dans cette guerre ; une guerre civile terrible, car au lourd bilan des morts et des blessés, à celui des énormes destructions matérielles, il faut ajouter celui des souffrances, qui sont incalculables.

Sans doute y a-t-il eu, des deux côtés, de telles exactions. Mais c'est de façon consciente et calculée que la droite réactionnaire chrétienne a préparé celles qu'elle a commises. Ceux qui ont vu raser le camp de la Quarantaine en janvier 1976, ceux qui ont assisté au bombardement, pendant des mois, du camp de Tell-El-Zaatar, ceux qui ont assisté aux exécutions sommaires, aux atrocités commises par les troupes fascistes des Phalanges libanaises lors de leur « victoire », s'en souviendront longtemps. C'est que,

pour les troupes de la droite réactionnaire, il s'agissait de frapper de terreur cette population libanaise pauvre, ces Palestiniens qui osaient s'armer et se battre pour la défense de leur dignité. Il s'agissait de massacrer pour l'exemple. Et les privilégiés libanais n'ont pas reculé devant le prix à payer pour cela.

Mais la guerre civile n'est pas finie. Sans doute, sous l'égide de la Syrie, puis maintenant de l'Égypte, des négociations s'ébauchent. Mais ces « négociations » ignorent totalement l'un des camps : la gauche libanaise, et veulent faire accepter à la Résistance palestinienne de se retirer d'elle-même du terrain. Bien curieuses négociations qui semblent ne cacher que la préparation d'une nouvelle offensive de la droite contre la gauche et la Résistance palestinienne. Et, pendant que ces « négociations » se mènent, les dirigeants phalangistes, ivres des succès qu'ils ont remportés grâce à l'appui syrien, parlent de la « solution militaire » qui, selon eux, est la seule

possible.

La guerre civile du Liban, cette guerre atroce, n'est pas terminée. Derrière le cadre confessionnel du conflit entre chrétiens et musulmans, il y a une guerre civile dans laquelle les troupes mises sur pied par la bourgeoisie maronite — en spéculant sur les réflexes de peur de la population chrétienne — cherchent à écraser toute résistance des masses palestiniennes déshéritées. Pour tenter de restaurer pour quelques années la stabilité politique du Liban, la bourgeoisie a besoin de frapper fort, de massacrer pour l'exemple. Les troupes de la droite réactionnaire veulent vaincre totalement.

Ce que cette guerre civile est en train de nous montrer, c'est la rage et la férocité des classes possédantes contre les travailleurs et les couches populaires lorsqu'il s'agit de défendre leur position dominante. Face à cette rage, les classes populaires n'ont pas d'autre solution que de se battre, et de se donner les moyens de gagner.



Des miliciens « Mourabitoun » (progressistes pro-nassériens) : une des milices importantes de la gauche libanaise. (AFP)

## La Suisse du Moyen-Orient :

### De profondes contradictions sociales

Pendant longtemps, en raison des richesses accumulées dans le pays et de l'importance du secteur bancaire, le Liban a été appelé « la Suisse du Proche-Orient ». Et, effectivement, il occupait au Moyen-Orient une position originale.

Pendant son protectorat qui dura de 1919 à 1946, l'impérialisme français avait déjà commencé à créer des banques à Beyrouth, et les relations commerciales entre l'Occident et le

Moyen-Orient se faisaient par le Liban. Mais c'est essentiellement pendant le dernier quart de siècle que le secteur bancaire s'est développé.

Cette place privilégiée, il la doit essentiellement au fait que c'était le seul pays, dans cette région instable, à avoir connu une relative stabilité des institutions et à être resté en dehors de tous les conflits. Aussi a-t-il drainé nombre de capitaux arabes à la recherche d'un « abri

sûr » : ainsi en 1948 ceux des riches Palestiniens, ou en 1952, ceux des riches Égyptiens, etc. De plus, c'était aussi le seul à posséder les structures bancaires nécessaires, et quand, avec l'exploitation des puits de pétrole au Moyen-Orient, les pays du Golfe Persique cherchèrent où placer leurs capitaux, ils s'adressèrent aux banques libanaises. Le Liban profitera enfin de la fermeture du canal de Suez : il servira d'intermédiaire dans les relations commerciales de l'Occident avec les pays du Golfe Persique.

Jusqu'en 1970, donc, les capitaux affluent au Liban et le secteur bancaire se développe considérablement (de 23 en 1950, les banques vont passer à une centaine en 1970). Mais cet afflux de capitaux ne va pas faire pour autant du Liban un pays capitaliste avancé. Il permettra simplement à une infime fraction de la population — essentiellement chrétienne maronite — de s'enrichir démesurément et ne sera pas investi dans l'économie pour développer l'agriculture et l'industrie.

Malgré le développement du

secteur bancaire, le Liban est avant tout un pays sous-développé, où existent encore à la campagne les anciens rapports féodaux. Alors que l'agriculture reste l'activité essentielle de la population libanaise, elle ne fournit que 17 % du revenu national. A la campagne, les terres sont aux mains de grands propriétaires féodaux, tandis que la grande masse des paysans, soit ne possède pas de terres, soit en possède une superficie insuffisante pour lui permettre de vivre. Et « l'enrichissement » du Liban n'a fait qu'aggraver cet état de fait, puisque la bourgeoisie maronite, incapable de transformer économiquement le pays, a placé ses capitaux dans l'achat de domaines agricoles.

Quant à l'industrie, elle représente moins de 20 % du revenu national. De plus, la plupart des usines sont aux mains de capitalistes étrangers. Le seul secteur qui soit développé au Liban est le secteur tertiaire, qui accumule à lui seul 58 % du revenu national. Mais il ne fournit du travail qu'à 10 % de la population active, chrétienne essentiellement. La petite-bourgeoisie

chrétienne bénéficie ainsi de quelques privilèges par rapport au reste de la population. C'est pourquoi la grande bourgeoisie réussit, à travers le Parti Phalangiste, à la mobiliser pour la défense de ses intérêts à elle.

Ainsi, malgré l'importance des capitaux accumulés au Liban, la « Suisse du Proche-Orient » n'en est pas moins demeurée dans le même état d'arriération économique que les autres pays du Moyen-Orient, où toutes les richesses sont thésaurisées par une minorité de la population, tandis que 80 % de celle-ci ne possède même pas le minimum vital. Et la relative prospérité d'une partie de la communauté chrétienne n'a fait que rendre encore un peu plus explosives les contradictions sociales.

Dans les années 1970, le flux des capitaux vers Beyrouth s'est ralenti. Le pays subit durement le contre-coup de la crise mondiale. L'inflation grignote le niveau de vie des masses, tandis que la bourgeoisie chrétienne veut maintenir coûte que coûte ses profits. Ainsi sont réunis les facteurs d'une profonde explosion sociale.

#### NOTRE PROCHAIN DOSSIER :

#### L'ENSEIGNEMENT :

#### OU EN EST L'INSTITUTION SCOLAIRE BOURGEOISE ?

- l'école laïque donne-t-elle réellement ses chances à chacun ?
- l'enseignement est-il efficace ?
- pour ou contre l'école ?
- que pourrait être une éducation socialiste ?



# dossier LIBAN

# les raisons de la

## le système politique libanais

Jusqu'à la guerre civile actuelle, le régime politique libanais était présenté comme un modèle de démocratie à l'occidentale et comme le seul régime « libéral » de tous les pays arabes. Mais la réalité était assez différente de cette image.

La Constitution adoptée par la République libanaise sous le mandat français en 1926 et qui, aujourd'hui encore, régit ses institutions et sa vie politique, semble directement inspirée du modèle de la III<sup>e</sup> République : un Parlement, élu au suffrage universel, et un président de la République élu par le Parlement et assisté d'un président du Conseil, se partageaient les pouvoirs législatif et exécutif.

Mais à côté de ces principes classiques des régimes parlementaires, cette constitution précisait que les communautés religieuses seraient, en tant que telles, « équitablement représentées dans les emplois publics et dans la composition du ministère ». Et c'est ce même « principe communautaire » qui est à la base du « Pacte national » de 1943, sorte de compromis passé à la veille de l'indépendance entre le leader chrétien maronite El Khoury et le leader musulman sunnite Solh, et qui est à la base de la vie politique libanaise jusqu'à aujourd'hui. Ce « Pacte national » prévoit une répartition des différents postes politiques entre les différentes communautés religieuses, en fonction de l'importance numérique de chacune. Ainsi, le poste de président de la République sera occupé par un maronite, celui de président du Conseil par un sunnite, celui de président du Parlement par un chiite, enfin le commandement en chef de l'armée par un

maronite. Le même principe s'appliquera, progressivement, pour la répartition des ministères, celui des sièges au Parlement, et, de fait pour tous les postes de l'administration et de l'armée.

Mais ce principe ne fait pas que régler les rapports entre communautés, et en particulier consacrer la domination politique de la bourgeoisie maronite. Il consacre, en fait, une véritable structure tribale, ou féodale, du pouvoir. Chaque Libanais est d'abord considéré comme membre d'une communauté religieuse. Dès lors, il doit être représenté par des hommes de sa communauté. C'est ainsi que tout musulman se doit logiquement d'être représenté par un dirigeant de la communauté musulmane, grand bourgeois ou chef religieux. Et il en est de même dans chaque communauté. Dès lors les luttes politiques se limitent à des luttes de clans à l'intérieur de chaque communauté pour la direction de celle-ci, puis à des luttes et à des compromis entre les chefs des différentes communautés. Dans chaque communauté les liens de dépendance entre les chefs de clan et la population s'appuient sur la corruption, l'achat de votes, et... les milices privées que chaque chef de clan se doit d'entretenir.

C'est ainsi que la vie politique libanaise est basée sur la lutte ou le compromis entre les chefs de différents clans : les clans Eddé, Chamoun, Frangié, pour les chrétiens maronites, les clans Solh et Karamé pour les Sunnites, les clans Joumblatt et Yazbeck pour les Druzes, par exemple. Et ces leaders politiques, tout grands bourgeois qu'ils sont, tiennent autant du chef de bande ou du seigneur féodal que du politi-

cien d'un régime parlementaire.

En fait ce système politique consacrait la domination politique des grands bourgeois et féodaux, à travers les structures communautaires, et, parmi les chefs politiques, la domination des grands bourgeois maronites. Mais la montée de la gauche libanaise, mouvement politique réellement intercommunautaire, menaçait le système, en affaiblissant l'autorité des chefs traditionnels, particulièrement dans la communauté musulmane.

Sans doute, les chefs de la gauche proposaient une simple modernisation des structures politiques, par la diminution du rôle des communautés religieuses. Ils ne proposaient nullement de renverser la bourgeoisie libanaise ! Mais cette modernisation effraya les chefs de la bourgeoisie maronite, qui risquent d'y perdre un peu de leur prédominance politique par rapport à leurs collègues sunnites, druzes ou chiites. Et ils ne sont nullement certains qu'un tel Etat modernisé, en retour, tiendra mieux en respect les masses populaires.

En déclenchant la guerre civile contre la gauche, les Phalanges poursuivaient donc deux buts : d'abord, écraser les masses populaires mobilisées derrière la gauche et la Résistance palestinienne. Mais aussi, du même coup, défendre la prédominance politique des chefs de la grande bourgeoisie maronite par rapport aux chefs de la bourgeoisie musulmane ou druze qui tentaient de se servir de cette mobilisation des masses pour imposer une « modernisation » de l'Etat ; c'est-à-dire principalement une redistribution des pouvoirs en leur faveur, et au détriment de la bourgeoisie maronite.

## les communautés religieuses

Le Liban, né en 1920 sous les auspices du général Gouraud, représentant au Proche-Orient du colonialisme français, résulte d'un découpage artificiel et de dosages soigneux regroupant au total dix-huit communautés religieuses différentes, organisées en tant que telles, avec leur histoire propre, leurs traditions, leurs patriarches, quelquefois même, leur territoire spécifique. On retrouve aujourd'hui au Liban ces mêmes communautés, appartenant soit au Christianisme, soit à l'Islam. Tout citoyen libanais, quel qu'il soit, est sensé appartenir à une telle communauté religieuse, qu'il soit ou non pratiquant. Et sa « confession » est inscrite sur sa carte d'identité. Cela a facilité d'ailleurs, au cours de la guerre civile, la pratique d'enlè-

vements réciproques de chrétiens et de musulmans.

Du côté chrétien, le Liban présente un échantillonnage impressionnant de sectes différentes qui renvoient aux multiples schismes de l'histoire de l'Eglise. La plus importante est celle des Maronites (23 % de la population) — du nom du moine chrétien Maron, fondateur, au IV<sup>e</sup> siècle, de la communauté ; de toutes les communautés catholiques du Liban, elle est la seule à y avoir son siège historique ; elle est aussi la seule, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à aspirer à constituer une nation indépendante. Les autres communautés chrétiennes se rattachent à des courants qui ont essaimé dans tout l'Orient, et sont, au Liban même, plus dispersées géographiquement ;

ce sont : les Grecs orthodoxes (7 % de la population), les Grecs catholiques (6 %), les Chaldéens, Syriques, Latins, Jacobites, Arméniens, etc (5 % à eux tous).

Du côté musulman, les trois communautés les plus importantes sont : les Sunnites (26 % de la population) qui se rattachent à l'Islam officiel, majoritaire dans les pays arabes ; les Chiites (27 %) qui, eux, sont en quelque sorte les « hérétiques » de l'Islam ; enfin les Druzes (7 %), secte dont les rites et les dogmes, réservés aux seuls initiés, sont tenus secrets. Ces derniers ont, à l'instar des Maronites du côté chrétien, leur siège historique au Liban, et constituent un véritable peuple, avec ses traditions — toutes empreintes de féodalisme — et son territoire propre.

## POURQUOI



## LA GUERRE CIVILE ?

■ C'est le dimanche 13 avril 1975 qu'ont été tirés les premiers coups de feu de ce qui devait être la guerre civile libanaise. Ce jour-là, en traversant le quartier chrétien de Ain El Remmaneh, à Beyrouth, un autocar chargé de Palestiniens — surtout des femmes et des enfants — est pris sous le feu des miliciens phalangistes. Il y a plus de trente tués. Aussitôt, la gauche et les milices palestiniennes ripostent. Dès lors, les affrontements ne s'arrêteront plus.

Quels étaient, quels sont les objectifs des deux camps en présence ? Quelles sont les causes de la guerre civile ? Pour la presse, il s'est agi tout d'abord d'un affrontement entre Libanais et Palestiniens. Puis d'une guerre de religion entre chrétiens et musulmans. Puis d'une guerre mettant aux prises une droite chrétienne et pro-occidentale avec un rassemblement « islamo-progressiste » soutenu par la Syrie et les pays de l'Est. Puis, tout s'est brouillé lorsque la Syrie s'est rangée de plus en plus ouvertement aux côtés de... la droite chrétienne pro-occidentale. On a dit alors que la guerre civile libanaise était un peu tout cela : un peu une guerre entre chrétiens et musulmans, un peu une guerre entre riches et pauvres, un peu une guerre entre Libanais et Palestiniens, un peu une guerre entre l'Est et l'Ouest.

La guerre civile a en effet épousé le cadre confessionnel. Personne n'a cherché à l'en faire sortir vraiment. Mais les deux camps ne sont pas équivalents. La majorité de ceux qui souhaitent le maintien du Liban d'avant la guerre civile, le Liban des privilèges exorbitants, se trouvent du côté du camp chrétien. Ceux qui aspirent plus ou moins clairement à un changement de l'ancien état de choses se trouvent de l'autre côté.

Les coups de feu du 13 avril 1975 ne sont pas tirés dans un ciel serein. La grande bourgeoisie maronite, qui depuis toujours domine politiquement et économiquement le pays, est inquiète. La stabilité de sa domination est menacée. La crise économique, l'évolution des échanges dans le monde arabe, ont sapé ce qui faisait traditionnellement la base de sa prospérité. Parallèlement, l'emprise des chefs confessionnels traditionnels sur la population libanaise a diminué. Une montée de la gauche se dessine dans le pays, et particulièrement dans la population musulmane pauvre, au détriment des leaders bourgeois musulmans qui la contrôlaient jusqu'alors. Cette montée de la gauche s'est traduite par des grèves, des manifestations, que l'armée libanaise, absente lorsqu'il s'agit de protéger la population contre les attaques israéliennes, s'est chargée de réprimer féroce. Mais ces manifestations ont été aussi l'occasion de renforcer les liens entre les masses libanaises et les masses palestiniennes, de forger entre elles un profond sentiment de solidarité.

Voilà pourquoi la droite hurle, avec de plus en plus de véhémence, qu'il faut mettre à la raison les Palestiniens pré-



# a crise



sents au Liban. C'est que les masses palestiniennes sont armées et constituent un exemple pour la population libanaise elle-même. Ce n'est pas seulement parce que, depuis toujours, au Liban comme dans les autres pays arabes, la présence de la Résistance palestinienne est gênante pour les gouvernants et les classes dirigeantes. Il y a plus : la solidarité active qui se développe entre Libanais et Palestiniens constitue un danger politique : le danger que se constitue un véritable front des déshérités de tout le Liban, face auquel les moyens habituels de domination de la bourgeoisie libanaise se révéleraient inefficaces, et qu'elle n'aurait pas les moyens de réprimer.

Ainsi, bien que la droite choisisse les Palestiniens comme boucs émissaires, son offensive vise toute la gauche. Les Phalanges spéculent sur le réflexe de peur de la petite bourgeoisie chrétienne, la mobilisent au nom de sa défense face au « péril musulman » et au nom de « la défense de l'Occident chrétien ». L'église, les moines maronites, les chefs politiques traditionnels aident à embrigader la population chrétienne pauvre elle-même dans une guerre qui n'est pas la sienne ; dans une guerre pour la défense des privilèges politiques et économiques de la grande bourgeoisie chrétienne.

Le 13 avril 1975, en attaquant l'autobus de Ain El Remaneh, les phalangistes pensent lancer le signal de la répression en règle contre le rassemblement populaire libano-palestinien. Ils souhaitent que l'armée, la police, les diverses milices de la droite se joignent à eux pour écraser ceux que, dans les rangs phalangistes, on appelle « ces chiens, ces lâches ». Et ils savent que si leurs forces ne suffisent pas à cette répression, le soutien international ne leur fera pas défaut.

Tel est le conflit fondamental de la guerre civile libanaise. Au-delà de sa forme confessionnelle, au-delà du jeu complexe de la bourgeoisie musulmane qui cherche à utiliser à son profit le mouvement des déshérités musulmans, la raison fondamentale de cette guerre civile est le désir d'écraser les masses libano-palestiniennes au profit d'une bourgeoisie cupide et bornée, prête à tout pour conserver son régime et ses privilèges, soutenue par les gouvernements réactionnaires de la région et par l'impérialisme.

Face à cette offensive réactionnaire, les masses déshéritées libanaises et palestiniennes se sont battues et se battent encore, de toutes leurs forces, dans d'atroces conditions. Elles n'ont manqué ni de détermination ni de courage. Mais la politique de leurs organisations et le soutien international n'ont pas été à la même hauteur. Et c'est là toute la question.

## Une armée impuissante

Le principe du confessionnalisme, qui régit le système politique libanais, a pour conséquence la faiblesse de son appareil d'Etat, et en particulier de son armée. Alors que dans tous les Etats arabes l'armée a joué et joue un rôle politique de premier plan, au Liban, sauf pendant une courte période, de 1958 à 1964, elle brille par son absence de la scène politique. Car, si la majorité des officiers appartient aux communautés chrétiennes,

la majorité des soldats appartient aux communautés musulmanes. Reproduisant en son sein les divisions de la société, l'armée est vouée donc à être particulièrement sensible aux conflits entre les communautés.

C'est là que le confessionnalisme a son revers. Les conflits sociaux et politiques prenant toujours, peu ou prou, un caractère confessionnel, cela condamnait l'armée à rester dans ce cas

inactif, ou à éclater. C'est ainsi que face aux Palestiniens et à la gauche, la bourgeoisie libanaise n'a pu utiliser son armée. Celle-ci, dans le cours de la guerre civile, a éclaté. Mais de longue date la bourgeoisie avait préparé des milices pour jouer le rôle de répression que l'armée était incapable d'accomplir : les milices phalangistes et les nombreuses autres milices que compte le camp chrétien.

## Soleiman Frangié, le gangster président

Parfaitement représentatif du personnel politique est Soleiman Frangié, président de la République sortant, remplacé le 23 septembre 1976 par Elias Sarkis. Le clan Frangié règne depuis toujours sur Zghorta, petite ville chrétienne voisine de Tripoli, dans le nord du pays. Avant d'être président de la République, Soleiman a été... chef de la milice privée de la famille, autrement dit du gang local, puisque les milices privées libanaises sont souvent recrutées dans la pègre, et en ont en tout cas le comportement. C'est ainsi qu'en 1957, Soleiman Frangié est impliqué dans une fusillade qui, dans une église, oppose son clan au clan rival, et qui fait... dix-sept morts. A la suite de l'incident, il doit aller se faire oublier quelque temps en Syrie.

L'élection de ce petit gangster, chef de bande en même temps que chef de famille, à la présidence de la République, ne fut pas moins haute en couleur. Au cours du vote des députés, la milice privée de Frangié envahit tout simplement la Chambre et tire quelques rafales. Et, comme le président de la Chambre conteste son élection, par 50 voix contre 49, Frangié l'empoigne et le malmène, avant de devoir le protéger contre ses propres hommes de main.

Quand on sait qu'un autre haut personnage du gouvernement Frangié est Camille Chamoun, chef du Parti National Libéral, possédant lui aussi sa milice, ministre de l'Intérieur, et le plus gros trafiquant d'armes du Liban, on aura une image du personnel politique corrompu et sans scrupules qui dirigeait le pays... et veut continuer de le faire.



Soleiman Frangié. (AFP)

## Les Phalanges libanaises (les "Kataeb")

Les Phalanges ont été créées par le chrétien maronite Pierre Gemayel. Gemayel, pharmacien à Beyrouth et footballeur à l'occasion fut, dit-il, inspiré par les nazis aux Jeux Olympiques de Berlin en 1936. A son retour à Beyrouth il mit sur pied les « Phalanges libanaises », qui se présentaient tout d'abord comme une organisation à vocation purement sportive mais se révélèrent rapidement une organisation d'extrême-droite inspirée par le modèle hitlérien.

Les « Phalanges » (« Kataeb ») n'ont pris un développement réel que ces dernières années. C'est surtout parmi la petite bourgeoisie maronite, dont il est issu, que Pierre Gemayel a recruté sa clientèle, celle-ci se sentant minoritaire et craignant de plus en plus pour ses petits privilèges. Les Phalanges trouvent des fonds et des soutiens aussi bien auprès des riches libanais installés à l'étranger (la « diaspora » libanaise est importante relativement à la population restée au pays et souvent aisée... et maronite) que des rois Fayçal d'Arabie ou Hussein de Jordanie. En soutenant les Phalanges, ceux-ci soutiennent avant tout un mouvement réactionnaire fasciste. Le fait que Gemayel, à l'égard de sa clientèle, se proclame le porte-parole de « l'Occident chrétien », ne gêne pas outre mesure ces rois habituellement si portés sur l'islamisme... pas plus d'ailleurs que leur islamisme ne gêne Gemayel.

Au début de la guerre civile, les « Kataeb » comptaient environ 20.000 hommes, dont 5.000 dans la milice, armés et entraînés. Le parti s'est largement développé depuis, assurant en fait la véritable armature du pouvoir dans le camp chrétien.



Forces militaires phalangistes à Beyrouth.

## Les autres formations de droite

Outre les Phalanges, la principale milice de la droite chrétienne est constituée par le Parti National Libéral de Camille Chamoun. Mais il faut y ajouter les milices personnelles des divers chefs de clan chrétiens, comme Soleiman Frangié, et... celles des communautés religieuses, qui, au Liban, ne dé-

daignent pas de propager leur foi... à la mitrailleuse. C'est ainsi que l'ordre des moines maronites, qui est l'un des principaux propriétaires fonciers du Liban chrétien, entretient un véritable arsenal et fait figure d'aile extrême du rassemblement d'extrême-droite.

Il faut ajouter à ces congré-

gations religieuses, les « gardiens du Cèdre », secte ultra réactionnaire clandestine qui proclame la valeur éternelle du Liban chrétien, selon elle — il y a deux mille ans — inventeur de Dieu, de l'alphabet, du régime parlementaire, de la Bible et de la théorie de l'atome ! (cité par Pierre Vallaud dans *Le Liban au bout du fusil*).



# dossier LIBAN

## L'internationalisation du conflit

### L'intervention syrienne

■ En déclenchant leur offensive contre la gauche libanaise et la Résistance palestinienne, les Phalangistes et toute la droite chrétienne savaient que, si leurs forces ne suffisaient pas à la répression, elles étaient assurées d'un soutien international.

Car le mouvement des masses libanaises et palestiniennes n'avait pas des ennemis qu'au Liban. Le régime israélien tout d'abord ne pouvait que se féliciter de la répression des organisations palestiniennes dans le seul pays où elles étaient encore libres de leurs mouvements. Il ne pouvait que s'inquiéter, à l'inverse, de l'émergence au Liban d'un mouvement populaire pouvant déboucher sur un changement politique et pouvant être un exemple pour les masses populaires des pays avoisinants.

Mais, et pour la même raison, les régimes des différents pays arabes avoisinants n'étaient pas moins les ennemis du mouvement. Les régimes dictatoriaux de Syrie et d'Égypte, de Jordanie et d'Arabie Saoudite, sont les ennemis de tout mouvement populaire, où qu'il se produise dans la région.

Le roi de Jordanie a écrasé la Résistance palestinienne sur son territoire. Le régime égyptien contrôle étroitement l'activité des Palestiniens chez lui. La Syrie ne laisse exister la Résistance palestinienne que sous la forme de la Saïka, qui est en réalité une annexe de l'armée syrienne. L'émergence du mouvement populaire libanais ne pouvait également que rencontrer l'hostilité profonde de tous les régimes de la région.

Les régimes des pays arabes avoisinants ne sont d'ailleurs pas seulement hostiles à tout mouvement populaire. Ils sont hostiles à tout changement politique, même modéré, à Beyrouth, qui pourrait remettre en cause les règlements diplomatiques en cours. Et dans ce désir de maintien à tout prix du statu quo, ils rejoignent les souhaits de l'impérialisme.

Car l'impérialisme, les États-Unis en particulier, est également hostile à toute modification du statu quo en défaveur des régimes réactionnaires en place, dans une région du monde aussi déterminante pour ses intérêts économiques et politiques. Et cela commande que les peuples de la région soient sévèrement comprimés et réprimés dans leurs tentatives de s'émanciper de l'exploitation impérialiste : soit directement, par l'armée US, soit de préférence par l'intermédiaire de celle d'un État de la région. C'est Israël qui jusqu'à présent a joué essentiellement ce rôle de gardien de l'ordre impérialiste dans la région.

En 1958, lors de la première guerre civile libanaise, ce sont les Marines américains eux-mêmes qui ont débarqué à Beyrouth. Cette fois-ci c'est, de façon apparemment surprenante, l'armée syrienne qui a accepté de jouer ce rôle. C'est le régime syrien, qui au début du conflit protestait de sa solidarité avec la Résistance palestinienne attaquée par les Phalangistes, que l'on a vu se ranger ouvertement aux côtés des Phalangistes contre les troupes palestino-progressistes. Son in-

tervention a constitué un tournant dans la guerre civile.

En se chargeant de cette besogne, le régime syrien prenait, pour lui-même, un certain nombre de risques. Entre autres, le risque que cette intervention ne soit pas approuvée par sa population, ni même par une partie de son armée. Et il semble en effet que des mouvements d'opposition se soient produits dans l'une et l'autre. Mais le régime syrien obéissait aussi à des intérêts profonds. C'est que, tout « progressiste » qu'il se proclamât, il

éprouvait la même hostilité que les autres envers le mouvement populaire libanais et palestinien, et pour les mêmes raisons.

En outre, la Syrie préférerait sans doute se charger de la sale besogne elle-même, plutôt que courir le risque que ce soit l'armée israélienne qui s'en charge. L'Histoire dira quels accords secrets ont été conclus entre Israël, la Syrie et les USA à cette occasion. Que de tels accords, directs ou non, aient eu lieu, cela est attesté par le changement d'attitude

## La " solution politique " selon Damas

Alors que la guerre civile continue, alors que chaque jour continue d'apporter son lot d'affrontements et de tués, une procédure de « règlement politique » est en cours. C'est-à-dire que, sous l'égide de la Syrie et partiellement de l'Égypte, des consultations se déroulent entre les représentants des diverses formations politiques libanaises, les dirigeants syriens et égyptiens, et les dirigeants palestiniens. Le dénominateur commun de ces discussions est que les représentants de la gauche libanaise, c'est-à-dire tout de même d'une grande partie de ceux qui se battent dans le secteur « palestino-progressiste », en sont systématiquement exclus.

On voit mal, dans ces conditions, comment les promoteurs de ces négociations osent parler de « règlement politique ». En fait, l'opération a pour premier but de redonner un semblant de crédibilité au gouvernement légal du Liban, qui existe toujours, même s'il ne gouverne plus rien. Il s'agit de profiter de l'entrée en fonctions du nouveau président de la République, Elias Sarkis « élu » au printemps dernier sous la protection de l'armée syrienne. Ce chrétien de droite offre l'avantage de ne pas avoir été, comme la plupart des autres hommes politiques de la droite chrétienne, compromis jusqu'au cou dans la guerre civile. Il pourrait donc faire figure de « président de réconciliation ». Il suffirait pour cela de l'entourer, par exemple, d'hommes politiques musulmans conservateurs. Ceux-ci, qui ont en fait perdu durant la guerre civile toute influence sur les masses musulmanes, sont précisément en train de faire leur réapparition politique, déniaient à la gau-

che le droit de parler au nom de la communauté musulmane.

En fait, un tel gouvernement ne pourrait être qu'une couverture de l'action des Phalangistes et de l'armée syrienne contre la gauche. Ce serait alors au nom de la « légitimité » libanaise que ces deux forces continueraient la guerre civile contre les forces palestino-progressistes.

Les conversations actuelles ont, outre la constitution d'un semblant de gouvernement, un second objectif : tenter de scinder le front palestino-progressiste par le « lâchage palestinien ». C'est pourquoi les représentants palestiniens sont admis aux discussions, et non pas les représentants de la gauche libanaise. Il s'agit, dans un premier temps, de parvenir à un compromis avec les organisations palestiniennes, réglant leur présence sur le territoire libanais, par exemple en réaffirmant les « Accords du Caire » conclus dans ce but en 1969. Un tel compromis donnerait aux dirigeants palestiniens la possibilité de se retirer du conflit, auquel ils n'ont été mêlés qu'à leur corps défendant. Ce lâchage permettrait alors aux milices chrétiennes et à la Syrie d'en finir avec la gauche. Ce qui ne les empêcherait nullement, par la suite, de s'en prendre de nouveau aux Palestiniens.

Paradoxalement, les difficultés d'un tel règlement « politique » ne viennent ni des dirigeants de la gauche ni des Palestiniens. Ces derniers sont prêts à de tels compromis avec les dirigeants des États arabes, même si cette politique a déjà coûté cher, dans le passé, au peuple palestinien. Quant aux dirigeants de la gauche, incapables de proposer des obectifs politiques aux masses qui se battent sous leur direction, ils ont reconnu par

d'Israël, d'abord opposé à toute intervention syrienne, puis acceptant explicitement celle-ci, à la seule condition que l'armée syrienne n'approche pas trop de la frontière d'Israël. Cela est attesté aussi par l'appui ouvert des USA à ce qu'ils ont nommé le « rétablissement de la paix » par l'armée syrienne. Et peut-être même l'accord s'est-il accompagné d'un engagement précis des USA à faciliter, en échange des services syriens, le règlement syro-israélien. En tout cas, le rôle de la Syrie est celui de gardien de l'ordre impérialiste au Liban.

avance l'autorité d'Elias Sarkis, de cet Elias Sarkis dont la seule fonction sera de couvrir l'offensive contre la gauche ! De plus, la Syrie ne manque pas, tout en menant ces « négociations », de continuer sa pression militaire contre les palestino-progressistes.

La difficulté vient, en fait, des leaders de la droite conservatrice elle-même. C'est ainsi que, à une semaine de l'entrée en fonctions de Sarkis, le président sortant (Soleiman Frangié) a proclamé un gouvernement uniquement chrétien, avec son acolyte Camille Chamoun. C'est que les leaders chrétiens, se sentant le vent en poupe, veulent, tout de suite, en recueillir tout le bénéfice sur le plan politique. Et le geste de Frangié signifie qu'ils ne sont pas prêts à laisser aux leaders conservateurs musulmans ne serait-ce qu'un strapontin décoratif.

Est-ce simplement de l'obstination bornée de la part des leaders chrétiens, ou s'agit-il d'un calcul pour parvenir à la création d'un mini-État, exclusivement chrétien maronite ? En tout cas, ils risquent à tout moment de faire capoter les efforts syriens pour reconstituer, dans leur intérêt même, une façade d'autorité politique « de réconciliation », et de faire reprendre la guerre. La seule solution politique serait alors le partage entre un Liban chrétien, dominé par la droite chrétienne, et un Liban musulman réduit aux parties les plus pauvres du pays, coincé entre la Syrie, le Liban chrétien et Israël, et dont la population n'aurait d'autre solution que de fournir des travailleurs émigrés aux pays voisins. On le voit, les « solutions » envisagées sont, de toute façon, dirigées contre les peuples libanais et palestiniens.



Les dirigeants de la gauche libanaise ont laissé croire des mois aux masses populaires qu'elles pourraient compter sur un appui des forces militaires syriennes. Hafez El Assad a envoyé ces chars (ci-dessus dans Beyrouth) au Liban, mais à la rescousse de la droite. (UPI)



# La gauche libanaise dans la guerre civile

■ A l'éclatement de la guerre civile, en avril 1975, répond la mobilisation des masses palestiniennes et libanaises. Les organisations de la Résistance palestinienne sont armées. Mais les organisations progressistes libanaises, depuis quelques années, ont commencé à se doter elles aussi d'une organisation militaire. La population des quartiers musulmans pauvres, qui se mobilise, trouvera donc auprès des organisations de gauche et des organisations palestiniennes les moyens de se défendre. Et c'est une véritable mobilisation populaire qui répond à l'attaque phalangiste, essentiellement dans les fiefs de la gauche, qui sont en même temps les principales villes musulmanes : Tripoli, les quartiers de Beyrouth-Ouest, Saïda, le Sud-Liban. En même temps, l'influence des leaders bourgeois traditionnels de la communauté musulmane, incapables de répondre à l'attente des couches populaires, s'effrite rapidement.

Sur le plan politique, Kamal Joumblatt apparaît comme le leader du camp « palestino-progressiste » qui est en train de se constituer. Depuis longtemps, ce vieux routier des ministères libanais s'est fait le tribun d'une politique qui visait à la modernisation de l'Etat libanais par la fin du confessionnalisme, la mise en place d'une véritable démocratie bourgeoise. En fait, il s'agit d'un repartage du pouvoir au sein de la bourgeoisie, dans lequel la caste des gros financiers maronites, qui monopolise le pouvoir politique, verrait sa place réduite.

Tel est l'unique objectif politique que Joumblatt va proposer. Aux masses musulmanes pauvres, aux Palestiniens qui luttent les armes à la main contre la réaction fasciste, Joumblatt propose de se battre pour une vague réforme politique de l'Etat bourgeois, que la bourgeoisie maronite refuse.

Le camp « palestino-progressiste » va donc suivre la politique personnelle de Joumblatt. Celui-ci a besoin de convaincre les couches dirigeantes, ou au moins une partie d'entre elles, que sa politique répond à leur intérêt. Il va donc rechercher l'appui de la bourgeoisie musulmane, qui elle-même recherche un repartage des pouvoirs en sa faveur, et tenter de convaincre la bourgeoisie chrétienne de la nécessité du compromis.

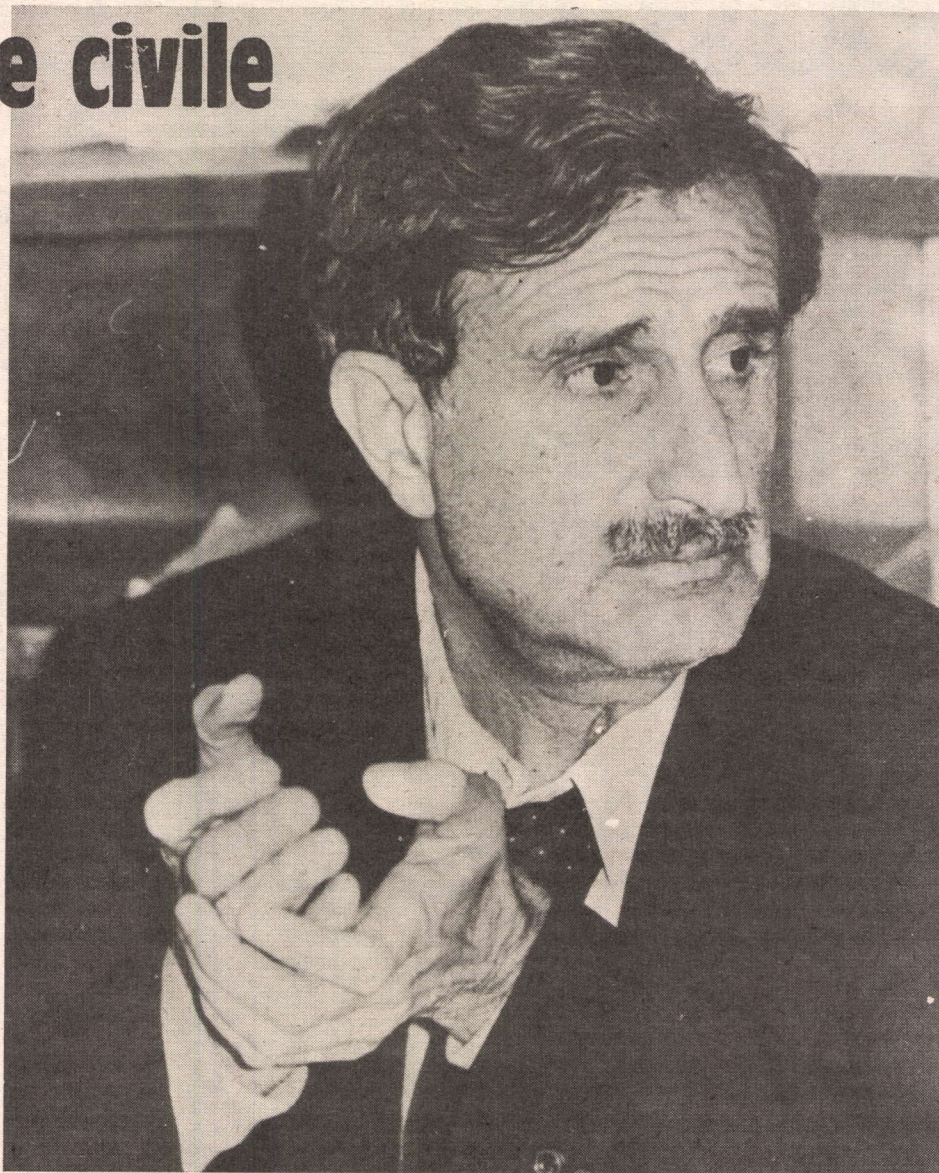
Mais, en homme d'Etat moderne qu'il se propose d'être pour la bourgeoisie libanaise — maronite comme musulmane — Joumblatt se doit de tenir les masses populaires. C'est pourquoi il se garde bien de développer la mobilisation et l'initiative populaires. Il se garde bien de créer, dans le camp « palestino-progressiste », quoi que ce soit qui puisse ressembler à un pouvoir politique de rechange pour le Liban. Il continue de reconnaître l'autorité du gouvernement légal du Liban. En même temps, il affirme que, dans la solution politique qu'il propose, il faudra aussi « discipliner la Résistance palestinienne ».

Cette politique ne suffira pas à convaincre l'ensemble de la bourgeoisie libanaise de suivre les propositions de Joumblatt. Par contre, elle privera le camp « palestino-progressiste » de force politique, tant à l'égard des masses musulmanes et palestiniennes qu'à l'égard, d'ailleurs, des masses chrétiennes. Car la politique de Joumblatt imprime rapidement un tour « confessionnel » à la guerre civile. Les groupes nationalistes ou musulmans traditionalistes conçoivent la guerre comme une guerre des musulmans contre les chrétiens. Ils organisent souvent des enlèvements systématiques d'otages chrétiens. En ne combattant pas ces exactions, en organisant même le bombardement systématique des quartiers chrétiens, Joumblatt et les partis politiques qui le soutiennent laissent prendre à la guerre civile cette coloration politique confessionnelle : musulmans contre chrétiens. C'est se placer sur le même terrain que la droite. C'est rejeter les masses pauvres de la population chrétienne dans les bras des Phalangistes, au lieu de les entraîner derrière la gauche.

Ce n'est pas Joumblatt qui a cherché à mobiliser et à armer les masses populaires. Mais il use de son autorité pour orienter le sursaut des masses pauvres musulmanes contre la répression phalangiste, dans un sens correspondant aux visées de la bourgeoisie musulmane.

Mais, même dans ce cadre, Joumblatt mise essentiellement sur des marchandages avec la droite et, dans un premier temps, sur l'appui de la Syrie. Et sur ce plan justement, Kamal Joumblatt sera bientôt privé, par la volte-face de la Syrie, d'un des principaux atouts sur lesquels il comptait. Au contraire, l'intervention de la Syrie aux côtés des Phalanges chrétiennes, en juin 1976, imprime un tournant décisif à la guerre.

Joumblatt et les hommes politiques de la gauche libanaise trouveront peut-être un rôle à jouer dans une des solutions politiques qui se préparent aujourd'hui, encore que rien ne soit moins sûr. Mais en tout cas, ils auront contribué à désarmer les masses libanaises et palestiniennes face à leurs ennemis.



Kamal Joumblatt, leader du camp « palestino-progressiste », mais... vieux routier des ministères bourgeois libanais. (AFP)

## La montée de la gauche libanaise

Aux élections d'avril 1972, malgré un mode de scrutin qui lui est défavorable (vote majoritaire par confession), l'ensemble des organisations qui se réclament de la gauche fait une percée. Elles obtiennent 24 sièges sur 99, alors qu'elles n'en disposaient que de 5 aux précédentes élections. C'est un succès considérable pour Kamal Joumblatt, leader du Parti Socialiste Progressiste (PSP) et pour le Front des partis progressistes qu'il a créé, regroupant le PSP, le PCL, les nassériens et les deux partis Baas (nationalistes arabes).

Les années suivantes montreront un éveil de la classe ouvrière et des couches populaires et un affaiblissement de l'influence des leaders traditionnels. Les années 1972 à 1975 seront jalonnées de luttes sociales, de mouvements de grève et de manifestations, souvent violemment réprimées. Aux balles de l'armée contre les manifestants ouvriers répond alors la grève générale. C'est le cas en novembre 1972, en décembre 1973, en janvier et en août 1974.

En même temps qu'ils luttent contre l'inflation et la cherté de la vie — conséquence des difficultés économiques de la bourgeoisie libanaise —, les travailleurs libanais manifestent leur solidarité profonde avec la Résistance palestinienne. C'est, le 12 avril 1973, un immense cortège de 250 000 personnes qui traverse Beyrouth pour l'enterrement des trois leaders palestiniens tués en pleine capitale par des commandos israéliens. En même temps, éclatent des grèves et des ma-

nifestations contre l'Etat, protestant contre sa passivité face à l'armée israélienne, qui ressemble fort à de la complicité. En mai 1973, l'armée libanaise intervient contre la Résistance palestinienne au Liban, achevant ainsi de montrer à la population dans quel camp elle se situe.

Bien souvent, pauvres libanais et palestiniens ont les mêmes problèmes, subissent les mêmes conditions de vie. Les paysans pauvres chiites des villages du Sud-Liban sont chassés par les bombardements israéliens, tout comme les Palestiniens, et constatent l'inaction de l'armée libanaise. Ils vont grossir, dans la banlieue de Beyrouth, des camps de réfugiés semblables aux camps palestiniens. Sous la direction de l'imam chiite Moussa Sadr, un « Mouvement des déshérités » se constitue, qui fait entendre les revendications des masses chiites, de concert avec la gauche.

Le 1<sup>er</sup> mars 1975 à Saïda, un fief de la gauche, l'armée tire sur une manifestation de pêcheurs, dirigée par l'ex-député Marouf Saad. Celui-ci est tué, ainsi que trois autres manifestants. Les jours suivants, les affrontements se multiplient dans toutes les grandes villes, où la gauche organise grèves et manifestations contre l'attitude de l'armée.

C'est en parallèle avec la Résistance palestinienne que les travailleurs libanais ont développé leurs luttes. C'est ensemble aussi qu'ils seront attaqués par les troupes de la droite, un peu plus d'un mois plus tard, en avril 1975. Ce sera la guerre civile.



# dossier LIBAN

## Le problème palestinien et les régimes arabes

Le problème palestinien a joué un grand rôle dans la guerre du Liban, même s'il n'a pas constitué la raison déterminante du conflit. Entre autres objectifs, c'est pour liquider la Résistance palestinienne installée sur le sol du pays que l'extrême-droite libanaise a pris l'offensive.

C'est que les Palestiniens, par leur existence et surtout leur organisation, gênent finalement tout autant les bourgeoisies des Etats arabes que la bourgeoisie israélienne. Et cela indépendamment même de la politique des directions des organisations palestiniennes.

Tant que les Palestiniens ont fait figure de simples réfugiés, de victimes malheureuses, chassées de leurs terres par les sionistes israéliens et parquées dans des camps, les bourgeoisies du monde arabe ont pu faire de la démagogie auprès des masses populaires de leur pays, apparaître comme des défenseurs et des Palestiniens et de la cause arabe face à Israël.

Mais depuis plus d'une dizaine d'années, la situation a changé. Les Palestiniens ne sont plus seulement des victimes, mais des combattants. Sur le plan politique, leur lutte éveille au sein des masses populaires des sentiments de solidarité « inter-arabe » — et de là il ne reste qu'un pas à franchir pour contester l'existence même d'une multitude d'Etats arabes dominés par des régimes réactionnaires.

Par ailleurs, les Palestiniens s'organisent militairement, en général dans les frontières de leur camp. Mais en y mettant sur pied une armée, ils n'en constituent pas moins, là où ils sont, un Etat dans l'Etat. Et bien que, tout à leur politique nationaliste, les dirigeants palestiniens cherchent à l'éviter et à le nier — leur attitude dans la guerre civile libanaise le montre encore une fois — l'organisation et la combativité des Palestiniens prend partout valeur d'exemple auprès des masses arabes opprimées et les encourage dans leurs propres luttes.

Après Israël, ce sont maintenant les dirigeants arabes qui cherchent une « solution finale » du problème palestinien. Mais, l'histoire du peuple palestinien elle-même le montre, il est impossible de venir à bout de la combativité de tout un peuple. Israël lui-même ne voit-il pas renaître, dans ses frontières, la lutte des Arabes de Galilée ?

## Kamal Joumlatt, seigneur de Moukhtara et leader de la gauche

Kamal Joumlatt, président du Parti Socialiste Progressiste, est le leader incontesté du Front des partis progressistes. Mais il double cette charge de la qualité de grand féodal druze, chef actuel du clan « Joumlatt » un des deux clans (avec le clan « Yazbecki ») qui se disputent depuis toujours la direction de la communauté druze.

C'est donc au palais ancestral de Moukhtara, demeure traditionnelle des Joumlatt, que se traitent la plupart des problèmes politiques de la gauche, en même temps que celui qu'on appelle « Kamal Bey » reçoit ses sujets.

Kamal Joumlatt est végétarien, adepte de la philosophie orientale, mais aussi... vieux routier des ministères libanais. Il était même ministre de l'Intérieur en 1969, lors d'affrontements entre l'armée et la police libanaise et la Résistance palestinienne. La personnalité de son leader, on le voit, en dit long sur la « gauche » libanaise.

# La gauche libanaise dans la guerre civile



Kamal Joumlatt, seigneur de Moukhtara et leader de la gauche.

(Norma)

## Les organisations de gauche

Les principales organisations de gauche libanaise sont regroupées, dans le Front des forces progressistes, sous la direction de Kamal Joumlatt. L'essentiel du programme de ce « cartel de la gauche » à la libanaise porte sur la modernisation des structures de l'Etat par la déconfessionnalisation et en particulier, sur le plan politique, sur des élections à la proportionnelle ne tenant plus compte de la confession des électeurs et des élus.

Le Front des forces progressistes est très large. Il comprend essentiellement :

— Le Parti Socialiste Progressiste de Kamal Joumlatt (PSP). Malgré son nom, c'est en fait un parti lié à l'influence personnelle, tribale, de Kamal Joumlatt dans le Chouf, la montagne druze, où il a l'essentiel de son implantation et de ses élus. Son idéologie est bien

loin de celle d'un parti de gauche, puisque son programme affirme « lutter contre l'esprit de classe », veut « enraciner dans la jeunesse les vertus chevaleresques » et « l'amour du travail », et défend la propriété et la famille.

En fait, la principale force politique du PSP est... dans la personnalité de Kamal Joumlatt et dans sa popularité auprès des masses musulmanes, qu'il a pu gagner en plaçant pour l'abolition de quelques injustices les plus criantes de l'Etat et de la société libanaise.

— Le Parti Communiste Libanais (PCL). Créé en 1925, il ne fut autorisé qu'à partir de 1970. Il compte à l'heure actuelle quelques milliers de militants. Son programme politique se limite à demander « une véritable démocratie bourgeoise » au Liban. En fait, il soutient la politique personnelle de Joumlatt.

— L'Organisation d'Action Communiste du Liban (OACL). L'OACL s'est créée en 1970, de la fusion de deux groupes d'extrême-gauche. Cette organisation est proche du FDPLP palestinien de Hawatmeh. Elle compte un millier de membres et fut un des premiers groupes à rejoindre les Palestiniens contre les Phalanges. Sur le plan politique, elle ne semble guère se différencier du PCL.

— Le courant nassérien. Ce courant, qui se veut nationaliste arabe, est influent mais n'est structuré qu'à travers des groupes plus militaires que politiques. Il dispose d'importantes milices, avec les « Mourabitoun » (les vigilants) de Ibrahim Koleia, proche du « Fath » palestinien, et le « Mouvement du 24 octobre » de Farouk Mokkadem, limité à la ville de Tripoli.

## Une politique révolutionnaire est possible et nécessaire au Moyen-Orient

La guerre civile libanaise, ce nouveau conflit qui déchire le Moyen-Orient, illustre le manque tragique d'une organisation révolutionnaire, permettant aux masses de la région de se battre et de gagner, hors de l'impasse dans laquelle les jettent les conflits nationalistes.

Tout au long de la guerre du Liban, les masses populaires ont fait preuve d'une combativité et d'un courage immenses. Les exploités et opprimés du pays n'ont pas craint de prendre les armes, et de s'en servir.

Mais en l'absence de programme et de parti révolutionnaires, les masses populaires se sont engagées sur le terrain choisi par leurs adversaires de classe, le terrain de l'affrontement confessionnel.

Pourtant, les masses populaires musulmanes avaient des alliés dans le camp chrétien : les travailleurs chrétiens exploités, les paysans et petits commerçants chrétiens opprimés. Pour « isoler la droite chrétienne » — comme la gauche en avançait la nécessité... en paroles — il était possible de s'adresser aux couches chrétiennes opprimées et de leur proposer un programme

concret de revendications sociales et politiques.

Les aspirations des opprimés du Liban à une transformation sociale profonde existaient, et existent toujours. Si la colère a éclaté, si des centaines de milliers de gens se sont mobilisés, les armes à la main, pour riposter contre l'extrême-droite, c'est bien parce qu'ils voulaient une autre vie.

Un parti révolutionnaire aurait pu concrétiser, dans un programme, tous ces espoirs de changement et donner à tous des raisons de lutter bien plus profondes et surtout bien plus justes et valables que la simple haine entre communautés.

Il était possible de mettre à l'ordre du jour la liquidation de toutes les inégalités sociales criantes, le mieux-être pour tous par la redistribution générale des richesses du pays, d'avancer un programme de revendications démocratiques, d'organiser les masses populaires pour le renversement de l'Etat bourgeois, faible et corrompu.

Sur la base d'un tel programme, la grande masse des opprimés du Liban, musulmans ou chrétiens, pouvait être soudée.

Surtout, grâce à un programme répondant à leurs propres aspirations sociales et politiques, les exploités du Liban pouvaient trouver, dans les autres pays du Moyen-Orient — dans les pays arabes comme en Israël — les alliés qui leur ont cruellement manqué. Et, de ce fait, ils pouvaient déjouer ou du moins gêner considérablement les menées réactionnaires des dirigeants bourgeois de la région, entre autres de la Syrie, et de l'impérialisme.

Oui, les exploités du Liban, les réfugiés palestiniens manquaient cruellement d'une politique qui ne soit pas confessionnelle et nationaliste, mais révolutionnaire, socialiste et internationaliste. Car c'est la seule qui permette d'unir la lutte de tous les exploités de la région, des pays arabes et aussi d'Israël contre les gouvernements réactionnaires arabes et israéliens et contre l'impérialisme.

Les Palestiniens, le peuple libanais sont aujourd'hui dans une tragique impasse. Mais cette impasse, c'est celle où l'absence d'une véritable direction révolutionnaire conduit les peuples du monde entier.



# Quelques images de la rentrée "réussie" de Haby

## Au CET d'Enghien, on a oublié de construire les murs

Les élèves des sections commerciales du CET ont eu une drôle de surprise à la rentrée. Les locaux qu'ils occupaient jusqu'alors avaient été repris par la municipalité durant les vacances d'été. Cela n'était d'ailleurs pas très étonnant, puisque la mairie avait signifié il y a un an à l'administration du lycée d'Enghien (dont dépend le CET) qu'elle expulsait les classes de CET situées dans ses locaux.

Mais le 14 septembre au matin, il n'y avait toujours pas de nouveau bâtiment pour recevoir quelque deux cents élèves jetés à la rue. C'est que l'année qui a suivi l'avis d'expulsion s'est passée en palabres, projets et contre-projets, qui n'ont abouti pour l'instant à aucun résultat.

Promesse a été faite cependant que des préfabriqués allaient être construits. Mais le terrain qui doit les accueillir est toujours en friche...

Le début des cours a été reculé d'une semaine. Mais comme la construction des préfabriqués peut demander trois semaines, ou trois mois — qui sait ? —, en attendant, on a dispersé les élèves aux quatre coins du lycée et du CET et on les a casés dans tous les locaux libres qui peuvent ressembler de près ou de loin à une salle de classe.

## A Paris : « Il n'y a pas de place pour votre fils ! »

A Paris, si le problème des écoles n'est pas nouveau, il s'est encore aggravé depuis les opérations de rénovation. Les immeubles ont poussé, pas les écoles.

Ainsi dans le XIII<sup>e</sup>, rue E.-Thomas, bien qu'une douzaine d'enfants aient été pris en sur-nombre, 32 restent sur une liste d'attente, auxquels s'ajoutent rue Baudricourt, rue Wurst et rue Glacière une cinquantaine d'autres.

Dans les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>, 909 enfants de plus de 3 ans sont refusés dans les maternelles, faute de place. Pour la seule maternelle de la rue Olivier-Métra (20<sup>e</sup>), qui est située dans un quartier qui s'est hérissé de HLM, 150 enfants sont sur des listes d'attente. Et aux parents

qui ne savent plus que faire, les pouvoirs publics n'ont su que proposer des solutions de fortune comme celle qui consiste à opérer un ramassage par car des enfants du quartier pour les emmener dans une école rue René-Fonc, vers la porte des Lilas, à 2 ou 3 km ! Encore que, pour bénéficier du car pour le retour, les enfants devront rester jusqu'à 18 h 30 à l'école. Des enfants de maternelle !

## Quand l'Etat remplace les municipalités, les écoles ne s'en portent pas mieux

Ce qu'explique le gestionnaire d'un CES de la banlieue parisienne aux professeurs de l'établissement :

« En janvier 1976, le CES a été « nationalisé ». La municipalité a donc cessé de donner les crédits, mais l'Etat n'a commencé à en envoyer qu'en juin 1976. (Normalement, c'est l'Etat qui donne les crédits et se fait rembourser 36 % de la somme par la municipalité). Pendant la période de janvier à juin, le CES a fonctionné par un prêt d'un autre CES. Au lieu de 301 mille francs réclamés pour la gestion du CES, j'ai reçu 135 mille francs en juin et viens de recevoir 54.000 F pour la rentrée. Nous avons de quoi faire un plein du réservoir de fuel (pour le chauffage), alors qu'il faut six pleins jusqu'en décembre. Nous avons 9.700 F au lieu de 59.200 F pour eau, gaz et électricité ainsi que pour les fournitures d'entretien.

L'Education nationale nous a conseillé de remplacer les carreaux cassés par des plaques de bois. Nous ne pouvons plus faire le moindre achat (remplacement d'une prise par exemple). L'an dernier, la municipalité s'occupait de tous les travaux (menuiserie, chauffage, électricité...) par le personnel

municipal. Ces travaux retombent tous maintenant sur les agents de service, comme le cuisinier et le gardien ou les employées chargées du nettoyage. »

## La situation des maîtres-auxiliaires dans l'académie de Nancy

« On a beaucoup parlé, dans le cadre de la réforme Haby, de la titularisation des maîtres-auxiliaires. On nous promettait, à la rentrée 1975, que tout serait réglé en cinq ans et que les MA pourraient régulariser leur situation en passant le concours de PEGC. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les postes de PEGC continuent, en fait, à être distribués au compte-gouttes : sur toute l'académie de Nancy-Metz par exemple, 73 MA seulement ont été intégrés comme PEGC cette année.

Et ceux qui ont eu la chance d'être admis, devront assurer 21 heures de cours par semaine (au lieu de 18 pour les MA sur poste de type lycée) et enseigner deux ou trois matières à la fois : un licencié de Français, par exemple, devra se mettre à enseigner l'anglais, la musique ou l'éducation physique, qu'il n'a jamais étudiés. Cela permet de supprimer des postes : avec six PEGC (qui font 21 heures), on supprime un poste de certifié (18 heures).

Quant à ceux qui restent maîtres-auxiliaires, leur situation s'est aggravée. Dans l'académie, 833 d'entre eux ont été renommés cette année. Une centaine d'autres ont eu la surprise de n'avoir qu'un demi-poste à la rentrée et devront se contenter d'une demi-paye. Quant au reste — 855 — ils n'ont pas de poste du tout et devront s'inscrire au chômage, en attendant qu'on leur propose une suppléance à un endroit ou l'autre de l'académie — cela peut aller de Longwy jusqu'à Epinal, Bitche ou Albeistrot, car l'académie est grande ! — et, s'ils refusent, ils perdront leur indemnité de chômage. C'est à prendre ou à laisser. »

## Ecole en construction, près de Grenoble

Le 13 septembre, veille de la rentrée scolaire, l'école mater-

nelle Jean-Moulin à Echirolles n'offrait pas un aspect accueillant à ses futurs élèves ! Pas de meubles, pas de vitres, des fils électriques pendant un peu partout, des peintures à peine sèches, les travaux de terrassement pas achevés, plombiers, électriciens, maçons s'affairant dans les locaux.

Il est vrai que les fondations de cette école ont été entreprises courant juillet 1976 !

La rentrée, pour les élèves de cette maternelle, a été repoussée au jeudi 16 septembre... Mais elle n'a pas encore eu lieu, le 17.

## De plus en plus de travail pour les surveillants au lycée Marguerite-de-Navarre à Bourges

« La rentrée, tout au moins pour nous, à l'externat, a été catastrophique. Depuis cinq ans que je fais ce travail, je vois le nombre de postes de surveillance diminuer d'année en année. Dans le 1<sup>er</sup> cycle, il n'y a plus cette année qu'un poste et demi (contre deux l'an passé) : cela n'arrive même pas à couvrir toute la semaine. Dans le second cycle, nous sommes trois pour nous occuper de 21 classes, soit plus de 650 élèves. L'administration fait pression sur les surveillants pour faire des heures supplémentaires, comme au lycée technique de Bourges, vu la pénurie de postes, ce qui nuit évidemment encore plus à la poursuite des études. Et pourtant les textes ministériels répètent sans cesse que nous sommes avant tout des étudiants... Si, en internat, on arrive à faire un peu de travail personnel pendant le service, en assurant les études ou les dortoirs, en externat, c'est complètement exclu puisque nous faisons pratiquement 28 heures de secrétariat sur 28 heures de service. »

## A la maternelle des Taileries à Bourges

Une institutrice a été nommée à la maternelle, où deux classes devaient normalement être hébergées dans un préfabriqué. Elle a fait la pré-rentrée avec les autres institutrices. Mais quatre jours après la rentrée, une entreprise du bâtiment arrivait, et commençait à

démonter un côté du préfabriqué, pour en rajouter un à côté. Il y en avait, paraît-il, pour cinq ou six jours de travaux...

## A quand les sens uniques dans le CES Albert-Camus de Besançon ?

« La rentrée s'est effectuée : l'an dernier, on avait déjà eu du mal à y caser 600 élèves et cette année, il y en a 820. Il y a actuellement 32 sections pour 32 salles de classe. Il est impossible de trouver une salle vide dans la journée si l'on veut travailler avec un groupe d'élèves. Ces salles sont d'ailleurs trop petites. Une fois installés, on ne peut demander à un élève de se déplacer sans qu'il dérange toute la classe...

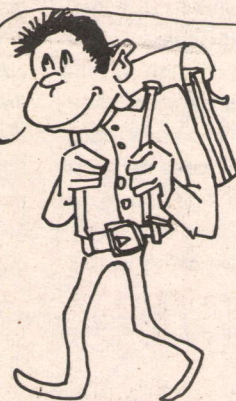
Le préau ne peut accueillir que 100 élèves. Par temps de pluie, les 720 autres se rangent tant bien que mal dans les galeries et couloirs. Il faudra bientôt établir une signalisation, style code de la route, pour permettre les déplacements dans l'établissement. Pour tout arranger, deux escaliers seulement permettent l'accès aux étages supérieurs : aux heures de pointe, aux récréations, il y a des bouchons. (...)

Il n'y a pas encore de gymnase... mais il y a le garage à vélos et un petit terrain de hand. Les professeurs et les élèves sont obligés de courir à droite et à gauche dans les autres gymnases du coin, quand ils ne sont pas occupés.

A la cantine, il y a 540 demi-pensionnaires et 140 places au réfectoire, si bien qu'il y aura quatre services. Pour surveiller ces élèves, quatre surveillants / L'an dernier, le CES était encore municipal et la mairie payait huit surveillants alors qu'il n'y avait que 350 demi-pensionnaires. La conséquence de la nationalisation est qu'il y a quatre surveillants de moins pour 200 demi-pensionnaires de plus.

Il y a aussi une baisse du nombre des agents de service qui passe, cuisine comprise, de quatorze à dix. C'est pourquoi nous prévoyons un mouvement parents d'élèves, agents de service, professeurs, surveillants, tous ensemble pour demander le règlement des problèmes immédiats. »

REFUSÉ AU CES DE CHAMPAIGNAC, DE TRIFOUILLY, D'ARBONNE SUR RIVIÈRE, JE N'AI PLUS D'AUTRE SOLUTION QUE DE M'INSCRIRE AU CHÔMAGE ET D'Y TROUVER UN MAÎTRE AUXILIAIRE DANS LA MÊME SITUATION



QUAND L'ETAT REMPLACE LES MUNICIPALITÉS L'ÉCOLE A DES IDÉES MAIS PLUS DE PÉTROLE





# 110 travailleurs frappés par la crise

Ils occupent depuis le 26 juillet. Comme tant d'autres dans la région clermontoise, les 110 travailleurs de Copono Book sont à leur tour frappés par le chômage. Dans le grand hall, les rangées de presses dorment sous leurs housses en plastique. Un travailleur explique : « Ici les encolleuses, les

machines à coudre, là l'impression des dorures, le travail du cuir. Plus loin, ce sont les massicots électroniques ; à côté, les machines offset et derrière le labo-photos avec son impressionnant agrandisseur, une pièce pour lui tout seul. Tout ça dort à côté de tas bien rangés de papeterie.

L'usine fabrique des cadeaux d'affaires : blocs-notes, agendas, etc.

Le carnet de commande est plein. Il faudrait démarrer en octobre au plus tard pour ne pas perdre de clients. C'est la saison des agendas. »

Mais depuis le 15 juillet, le bilan est déposé. Erreurs de gestion, disent les représentants syndicaux. Trop de cadres, disent d'autres. Il manque 200 millions pour redémarrer. La prise en charge des travailleurs par le chômage coûtera 600 millions. Le préfet accepte de faire l'avance de la

moitié de la somme si quelqu'un amène le reste.

En attendant, les travailleurs de Copono Book, dont plus de 70 % sont des femmes, débattent des actions à mener. Et, si les avis sont partagés, une seule volonté les unit : retrouver du travail.

## SCPC - COURNON

## Une contre-exposition

■ A côté de la foire-exposition 77 qui se tient dans la zone industrielle de Cournon, une pancarte : « **SCPC : usine occupée pour la sauvegarde de notre emploi-exposition sur le chômage** ».

Un travailleur déclare : « Nous occupons depuis le 22 juillet. Une partie du personnel attend les nouvelles chez lui. Beaucoup de femmes, mères de famille, viennent quelques heures par jour ». Sur les 150 salariés de cette usine de fabrication de flacons en plastique, 80 % sont des femmes. Ils ont décidé de contacter les autres entreprises en difficulté. Chacune a un panneau : SEA, Amisol, Copono Book, Ollier, Serve, Mauverney et d'autres.

Ils ont aussi invité les organisations politiques et syndicales à exposer leur point de vue contre le chômage. Le syndicat CFDT, majoritaire à la SCPC, est influencé par des militants proches de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Aussi trouve-t-on côte à côte l'exposé des positions du Parti Socialiste, du PSU, de l'Humanité Rouge, de la Ligue Communiste Révolutionnaire, de Lutte Ouvrière. Le Parti Communiste a refusé de s'y joindre, à cause de la présence de Lutte Ouvrière.

Au milieu des machines, une cage où est exposée une calculatrice électronique avec comme explication : « **Machine volée par la direction et récupérée le 3 septembre à l'aéroport d'Aulnat par un commando SCPC** ». Le P-DG

a emmené des machines, un camion, des moules et une R16. En fait, dès avant la fermeture, la direction avait commencé à déménager une partie du matériel. Elle craignait la réaction des ouvriers qui, en 1972, avaient été capables d'occuper l'usine pendant dix semaines. Il semblerait que le dépôt de bilan n'est pas correct, un autre inventaire a été refait par le syndicat. Le groupe Carnaud, dont fait partie la SCPC, a transporté sa production en Espagne. Si la crise frappe les travailleurs, monsieur François Poncet, président-directeur général du groupe, avant d'être secrétaire d'Etat, a bien l'air, lui, de savoir éviter d'en payer les conséquences.

Correspondant LO.



En mai 1972, les travailleurs de SCPC ont occupé l'usine pendant dix semaines. La direction s'en souvient.

## NANCY : L'administration responsable de la tentative de suicide d'une handicapée

■ Jeudi 16 septembre, une handicapée à 100 %, âgée de 55 ans, a tenté de se suicider parce qu'elle n'avait pas touché les 700 F correspondants au montant des allocations que lui verse la caisse des Allocations familiales de Nancy.

D'après le directeur, c'est à la suite d'une erreur d'ordinateur que quelques personnes n'au-

raient pas pu être payées et, comme il était impossible de retrouver les noms des personnes lésées, il fallait attendre qu'elles se manifestent. Voilà l'explication officielle !

Mais le hic, c'est que Madame Houbin, elle, s'est manifestée et c'est au guichet même où elle s'est présentée pour réclamer

qu'on lui a refusé le versement des 700 F.

Si la direction s'était vraiment préoccupée de la question et avait donné des ordres en conséquence afin que l'erreur de l'ordinateur soit réparée, à ce moment-là, les choses auraient dû s'arranger. Et c'est bien son insouciance qui nous choque !

Juliette ARONI.

## LA BASQUAISE - MONTREUIL

## DES GLACES A DONNER DES FRISONS ...

■ L'entreprise La Basquaise est une usine de Montreuil qui emploie 150 à 200 personnes — pour la plupart des femmes immigrées — à la fabrication de cornets à glace, gaufrettes et autres gâteaux.

Pour donner une petite idée de l'ambiance dans l'entreprise, une ouvrière de l'atelier des cornets raconte :

« A la chaîne, on doit récupérer six cornets toutes les quatre secondes et les placer dans leur boîte. Dans une chaleur de 35 à 40° — ça montait même à 55° pendant les grosses chaleurs — on travaille debout toute la journée. Et dans l'atelier, il n'y a pas d'autre aération que la porte et des ouvertures dans le toit. L'air est saturé de graisse et de poussière de gaufrette qui nous colle à la peau. Toutes les filles y attrapent des boutons. Et quand les vasistas sont ouverts et qu'il pleut, on reçoit l'eau sur la tête. Près du four, c'est encore pire. Il fait plus de 50°. Quand on graisse les bielles de la machine — alors qu'elle tourne encore pour ne pas perdre de temps — l'huile gicle dans la pâte. Elle s'enflamme en tombant dans le four et parfois ça provoque un retour de flamme sur le graisseur.

— Est-ce qu'à la fabrication les conditions d'hygiène sont respectées ?

— Oh non ! Les bâtons pour tourner la pâte, ce sont de vieux bouts de balais ramassés n'importe où. Les pétrins des gâteaux ne sont jamais lavés et s'encrassent. Les cuves qui stockent la graisse végétale ne sont pas couvertes et restent dans un coin de l'atelier, à l'air libre. Quand on sait que les oiseaux entrent

dans l'atelier par les vasistas et chient, il n'y a pas d'autre mot, dans tous les coins, on se doute un peu de ce qu'il y a dans la pâte. Sans oublier les araignées qui piquent quand on les dérange...

Le plus beau de l'histoire, c'est que le patron nous retient un franc sur le salaire, pour la recherche sur le cancer ! Une fois, j'ai demandé des explications. On m'a répondu que de toute façon personne ne les avait jamais redemandés et que ça pouvait être déduit des impôts... Comme le patron ne tolère aucune « forte tête » et aucun syndicat, tout lui est permis.

— Et où mangez-vous ?

— Il existe deux réfectoires. L'un sert aux bureaux (c'est celui que montre le patron lors des visites de l'inspection du travail). L'autre, où nous mangeons, c'est le dépôt de cartons : pas d'arrivée d'eau pour nous laver les mains ; les tables ne sont jamais lavées, juste balayées ; les poubelles traînent au beau milieu. Il y a deux plaques chauffantes électriques, seulement ça ne marche pas. Et de toute façon, en vingt minutes, on n'aurait pas le temps de faire chauffer quelque chose. Car il faut dire que les pauses pour manger se prennent à tour de rôle, jamais à la même heure pour l'équipe du soir. Ainsi il nous arrive d'embaucher à 14 heures et de devoir manger à 16 heures à cause de l'arrêt de la machine qui fatigue et s'arrête après plus de dix heures de marche.

Quant aux toilettes, elles sont souvent bouchées et pas nettoyées. Il n'y a pas de savon, pas de papier, pas d'essuie-main et des verrous... qui ne ferment pas. »



## LE BON PLAISIR

Tome III de « Les Hommes de la liberté »

de Claude MANCERON

Avec un an de retard, le tome III de l'ouvrage de Cl. Manceron, Les Hommes de la Liberté, vient de paraître. Ceux qui, mis en appétit par les deux premiers tomes, attendaient cette parution, ne seront pas déçus. Ils trouveront dans ce volume, le même souffle, la même verve que dans Les vingt ans du Roi et Le vent d'Amérique.

Ceux qui n'ont pas lu les deux premiers volumes, peuvent cependant sans crainte prendre la série en route : il n'y a pas besoin des deux premiers tomes pour comprendre le troisième.

Avec sa série Les hommes de la liberté, qui s'ouvre en 1774 et se terminera en 1797, Claude Manceron a entrepris de nous peindre la période de la Révolution de 1789 et les hommes qui la firent. Peindre plutôt que raconter : au travers des séquences consacrées à l'un ou l'autre de ceux que Manceron appelle les Hommes de la Liberté, ce qui apparaît, bien plus qu'une histoire, c'est l'état d'une société décadente, au sein de laquelle se forment les conditions et les hommes qui vont la révolutionner.

Dans les trois ans que couvre le dernier tome paru, il se passe encore moins sans doute de ces événements dont on apprend les dates par cœur à l'école. Mais au travers des portraits, des anecdotes qu'il contient, se précisent encore le cadre, les raisons — politiques, économiques, sociales, scientifiques et philosophiques — qui amenèrent la Grande Révolution française et formèrent ses dirigeants. Dans ces trois années où Louis XVI continue de régner aussi mollement, tandis que Genève voit son Tiers Etat se révolter contre l'aristocratie au se-



LOUIS 16  
et MARIE-ANTOINETTE

cours de laquelle volent les monarchies voisines, que les Américains de Washington célèbrent leur victoire sur les Anglais, en France, il faut le recul de l'historien pour apercevoir les signes précurseurs de l'orage.

Beaumarchais, après quatre ans d'intrigues peut enfin faire applaudir son Mariage de Figaro ; Robespierre, tout jeune avocat, remporte son premier succès en défendant... un para-

tonnerre ; on s'élève pour la première fois dans les airs dans le ballon des frères Montgolfier.

Ce que le livre révèle de l'époque est passionnant à plus d'un titre. Mais le plus étonnant est sans doute de constater combien les futurs dirigeants de la Révolution participèrent peu à sa préparation. Ceux qui fournirent ses idées à la Révolution, les Voltaire, les Diderot, Rousseau,

d'Alembert, meurent dans les dix années qui précèdent. Ceux qui la feront s'occupent à quelques exceptions près de leurs petites affaires. Et quand, ils se mêlent d'écrire des pamphlets, comme Mirabeau par exemple, c'est, bien souvent, inspirés par des raisons personnelles. Et encore, ceux qui sous l'ancien régime paraissent les plus contestataires, seront les plus modérés d'après 89, comme Mirabeau ou Brissot. Les plus radicaux, les futurs Montagnards, en sont encore, une dizaine d'années avant d'entrer dans l'histoire, à se faire un trou dans la société, voire même la bonne société, et il faut bien souvent l'œil exercé et affectueux de Manceron pour découvrir en eux ce qui les prépare à devenir ces Hommes de la Liberté. Au mieux, leurs attitudes, leur mode de vie, leurs lectures, leurs relations, en font des hommes de progrès, attirés par l'esprit scientifique, en aucun cas des révolutionnaires. Et s'ils le devinrent, c'est portés par les événements, et non pas en les maîtrisant.

L'un des principaux intérêts du livre est d'ailleurs de montrer que ces bourgeois, plutôt grands que petits d'ailleurs, qui ignorent le peuple quand ils ne le méprisent pas, ne devinrent les Hommes de la Liberté que quand ils ne purent pas faire autrement. Au travers des pages du Manceron, de ce troisième tome en particulier, se dessine sinon la Révolution, du moins sa nature sociale, fondamentalement bourgeoise.

André ROUSSEL.

Le bon plaisir, tome III de Les hommes de la liberté, de Claude Manceron - Ed. Robert Laffont - 400 pages - 59 F.

## Va voir maman... papa travaille !

de Françoise DORIN

Agnès, l'héroïne de Françoise Dorin, est une jeune femme, vendeuse dans une boutique d'antiquités, qui rêve de devenir décoratrice. S'y opposent son mari, chroniqueur mondain, superbe d'égoïsme, et leur petit garçon, dont il faut pourtant bien que quelqu'un s'occupe. Elle y parvient, grâce au hasard secourable ; grâce aussi à un « grand amour », qui lui donne suffisamment de lucidité et d'autonomie pour faire admettre sa vocation à son mari. Quant à divorcer, cela pose d'autres problèmes.

Autour d'Agnès, d'autres femmes se débattent dans des situations analogues. Elles non plus n'ont pas de problèmes financiers. Mais pour presque toutes, les enfants sont un obstacle à leur épanouissement personnel, professionnel ou sentimental.

Dans ce roman, Françoise Dorin dénonce avec beaucoup de justesse la double journée de travail des femmes, leur monopole du soin des enfants, le sentiment

de culpabilité de celles qui n'ont la vocation ni de mère ni d'éducatrice, ainsi que les mille formes et ruses de l'égoïsme masculin.

Mais le milieu qu'elle nous décrit manque passablement d'ouverture et de générosité. Ecrivain, acteur, journaliste, patronne de boutique de mode et ses « collaboratrices », entrepreneur, coureur automobile, kinésithérapeute, avocat, cover-girl, tous bornent leur horizon à leur carrière et à leurs amours. Hommes et femmes étouffent de cet égoïsme plus ou moins mêlé de mauvaise conscience. Même la réusite leur est amère. Et l'auteur n'a manifestement rien d'autre à proposer. Cela irrite souvent, même si le livre se laisse lire agréablement.

Vincent GELAS.

Va voir maman... papa travaille !, de Françoise Dorin - Ed. Robert Laffont - 295 p - 30 F.

## Le crabe-tambour

de Pierre SCHOENDOERFFER

L'auteur de La 317<sup>e</sup> section n'a décidément pas pu oublier « sa » guerre, « son » Indochine et sa jeunesse. Il n'a pas pu davantage s'adapter à la société française actuelle et aux changements qui se sont produits dans le monde et notamment en Extrême-Orient.

Après Dien Bien Phu, l'auteur a choisi de rester au Sud-Vietnam. Il n'a pas voulu abandonner « son peuple », comme il dit. Mais son peuple a fini par l'expulser, peu de temps avant la fin de l'autre guerre, celle menée par l'impérialisme américain.

Dégoûté, mal à l'aise, incapable de se réadapter à la vie métropolitaine, l'auteur, ancien médecin de marine, rempile alors sur le tard. Il aurait pu se faire beaucoup d'argent dans les cliniques privées, il avait des amis qui étaient prêts à l'aider, mais il choisit de reprendre du service dans un petit aviso de

marine, chargé d'assister les chalutiers dans le grand Nord. Cela nous vaut une évocation assez prenante de la vie dure des hommes dans les eaux glacées du Nord, avec les tempêtes, les drames, l'alcool, la brume et surtout l'extraordinaire nuit polaire.

Mais tout cela sert de décor aux états d'âme du héros qui s'interroge sans cesse sur sa vie et se demande s'il a été un homme.

Mais qu'est-ce qu'être un homme, pour cet écrivain de droite, désenchanté, tourmenté et que les nouvelles de la guerre du Vietnam et du Cambodge plongent dans le désespoir ? Il essaie de le dire, en tentant de nous faire partager son admiration pour un autre ancien d'Indochine, qui est le véritable héros du livre, ancien d'Algérie, ancien de l'OAS, un « pur », resté fidèle à lui-même dans un monde où, selon Schoendoerffer, tout s'écroule ou se renie. Il

n'arrive qu'à ennuyer et irriter le lecteur avec son admiration d'adolescent attardé, ses angoisses métaphysiques et sa conception élitiste de la vie.

Car tout ce qui nourrit le désespoir réactionnaire de Schoendoerffer — la chute de Phnom Penh, l'avance des troupes vietnamiennes au Sud-Vietnam — tout cela au contraire représente pour des millions de gens, non pas les étapes d'une civilisation qui s'écroule mais celles d'une libération nécessaire. Pour sortir les hommes de la nuit et de l'oppression, il faudra certes d'autres combats, mais les Schoendoerffer, aussi idéalistes et généreux qu'ils prétendent être, ne pourront pas les mener. Ils ont choisi le camp du désespoir.

Colette BERNARD

Le crabe-tambour, de Pierre Schoendoerffer - Ed. Grasset - 330 pages - 39 F.



## télévision

# sélection

### Samedi 25 septembre

**ANTENNE 2** - 13 h 45 - L'aube des hommes. Une émission de René Chanas, intitulée *Il y a deux milliards d'années, ce fut le premier jour* et qui traite de l'apparition de la vie et des hommes sur la planète.  
**FR3** - 20 h - Thalassa - Magazine de la mer consacré à Venise : *La mer, amie ou ennemie de Venise ?*  
**FR3** - 20 h 30 - *Cavalleria Rusticana*, de Pietro Mascagni. Opéra en un acte avec l'orchestre de la Scala de Milan sous la direction d'H. von Karajan.

### Dimanche 26 septembre

**ANTENNE 2** - 16 h 15 - Des animaux et des hommes. On verra en particulier, une séquence sur le grizzly.  
**FR3** - 17 h 50 - Méditerranée : n° 1, *La Terre*. Première d'une série de douze émissions sur l'histoire des Etats, des peuples et des civilisations méditerranéens.  
**TF1** - 19 h 15 - Les animaux du monde, de François de La Grange : *Les singes au nez court*.  
**TF1** - 20 h 30 - Film : *Les Hauts de Hurlevent*, de William Wyler, avec Merle Oberon et Laurence Olivier. D'après le roman d'Emily Brontë. Un drame romantique en Ecosse.  
**FR3** - 20 h 30 - Film : *Le mari de la femme à barbe*, de Marco Ferreri, avec Annie Girardot et Ugo Tognazzi. L'humour selon Ferreri... Pour ceux qui aiment.  
**ANTENNE 2** - 22 h 05 - La dynastie des Forsyte - Quatorzième épisode, intitulé *Le conflit*, du feuilleton réalisé réalisé d'après l'œuvre de Galsworthy.  
**TF1** - 22 h 10 - Témoignage : *Réfugié provenant d'Allemagne : apatride d'origine polonaise*, un homme parle de son passé, de celui de sa famille juive polonaise.

### Lundi 27 septembre

**TF1** - 20 h 30 - Film : *La submersion du Japon*, de Shiro Moritani. Un film catastrophe suivi d'un débat sur le thème : « Peut-on prévoir les tremblements de terre ? », avec la participation de divers spécialistes scientifiques.  
**FR3** - 20 h 30 - Film : *Le voyageur*, de P. Tchernia, avec Michel Serrault et M. Galabru. Un film drôle sur un sujet qui ne l'est pourtant pas.  
**ANTENNE 2** - 21 h 55 - *La vie de Chopin*. L'un des meilleurs interprètes américains de Chopin, nous parle de la vie du musicien et interprète plusieurs œuvres.

### Mardi 28 septembre

**TF1** - 20 h 30 - Documentaire : *Henri La Tendresse*. Une évocation du personnage et de la vie du peintre Henri de Toulouse-Lautrec.  
**ANTENNE 2** - 20 h 35 - Film : *Un flic*, de J.-P. Melville, avec Alain Delon et Catherine Deneuve. Variation sur le thème du flic-héros. Le débat qui suit ce nouveau Dossier de l'écran est consacré à « la police ».

### Mercredi 29 septembre

**FR3** - 19 h 40 - Tribune libre : *La CGT et les jeunes*.  
**FR3** - 20 h 30 - Film : *Klute*, de A. Pakula, avec Jane Fonda et D. Sutherland. Une histoire policière.

### Jeudi 30 septembre

**TF1** - 20 h 30 - *Le Grand Echiquier*, de Jacques Chancel, avec la participation de la harpiste Lily Laskine, de Catherine Sauvage, Mercedes Sosa, J.-P. Rampal, etc.  
**FR3** - 20 h 30 - Film : *Madame Bovary*, de Vincente Minnelli, avec Jennifer Jones, Louis Jordan, etc. Une adaptation du roman de Flaubert.  
**TF1** - 21 h 20 - Portrait : *François Mitterrand... esquisse d'une ébauche*, avec un film de J.-C. Héberlé.  
Le Premier secrétaire du Parti Socialiste raconte son passé et ses origines terriennes. On attend avec curiosité la façon dont il parlera de sa carrière politique ministérielle.

### Vendredi 1<sup>er</sup> octobre

**FR3** - 21 h 30 - Méditerranée - Seconde émission intitulée : *La mer*.  
**ANTENNE 2** - 21 h 35 - *Apostrophes : Destins d'hommes*. Bernard Pivot interroge quatre auteurs de romans récemment publiés.  
**TF1** - 22 h 35 - Concert : l'Orchestre national de France interprète le concerto n° 4 pour violon, de Mozart.  
**ANTENNE 2** - 22 h 50 - Film : *Une femme est une femme*, de J.-L. Godard, avec J.-P. Belmondo.

### Samedi 2 octobre

**FR3** - 20 h 30 - Une émission de J.-C. Averty : *Nouvelle-Orléans bien-aimée*.

### Dimanche 3 octobre

**ANTENNE 2** - 16 h 20 - Des animaux et des hommes.  
**TF1** - 19 h 15 - Les animaux du monde.  
**TF1** - 20 h 30 - Film : *Max et les ferrailleurs*, de Claude Sautet.  
**FR3** - 20 h 30 - Film : *L'affaire Dreyfus*, de J. Chérasse.

## Une exposition :

# AZTLAN, TERRE DES AZTEQUES

Les civilisations que connurent les Amériques avant l'arrivée des Européens au XVI<sup>e</sup> siècle sont peu connues du public. Aussi peut-on se réjouir que l'exposition qui se tient actuellement à la Bibliothèque Nationale nous aide à découvrir un ancien peuple du Mexique, les Aztèques. Malheureusement, l'accès aux pièces exposées — dont l'intérêt et la beauté ne sont pas en cause — n'a pas été facilité. En effet, le visiteur a parfois bien du mal à situer certains manuscrits ou à comprendre la notice accompagnant une statue, faute de connaître l'histoire de l'Amérique antérieure à Christophe Colomb. Il n'aurait pourtant pas

été bien difficile de donner quelques dates en guise d'introduction à l'exposition, ou de situer les Aztèques par rapport aux autres peuples et civilisations d'Amérique. A croire que la Bibliothèque Nationale veut obliger les visiteurs à acheter le livre de l'exposition (40 F !).

Ceci dit, l'exposition ne manque pas d'attraits. Ne serait-ce que parce que les objets, les textes qui nous sont présentés sont parmi les rares vestiges d'une civilisation qui dura de 1375 à 1525 environ, date à laquelle les Conquistadores de Cortès la mirent à bas.

A côté de statues, d'objets du culte (du soleil surtout), de

menus objets usuels ou de textes espagnols d'après la Conquête, on est surpris de découvrir dans les vitrines de la Bibliothèque Nationale d'immenses fresques sur peau de cerf ou papier d'agave. Véritables bandes dessinées, ces manuscrits (certains font plus de 5 mètres de long) nous font entrevoir ce que fut la vie des Aztèques. Ce sont des titres de propriété, des comptes d'artisan-potier, des calendriers ou récits religieux. Tous ces manuscrits sont calligraphiés avec une précision, un souci du détail étonnants.

Certains manuscrits, riches en couleurs et individus, ne sont pourtant ni des fresques ni des petits tableaux : ce sont des textes. En effet, les Aztèques (comme les peuples voisins) utilisaient une écriture pictographique, c'est-à-dire faite de dessins dont les sujets, les proportions, les détails étaient conventionnels et les couleurs symboliques.

Parmi ces manuscrits, les plus beaux sont ceux où les Aztèques racontent eux-mêmes l'histoire mythique et romancée de leur peuple. On les voit partir au XII<sup>e</sup> siècle de la région d'Aztlan (d'où le nom Aztèques de cette tribu des Mexica qui a donné son nom à l'actuel Mexique). Partis du nord-ouest du Mexique, ils mènent une vie misérable et, en butte à l'hostilité des autres peuples de cette contrée, ils se réfugient sur un îlot du lac Texcoco. Là, selon la légende, ils virent un aigle juché sur un cactus qui dévorait un serpent et surent qu'ils avaient atteint la fin de leur voyage. C'est là qu'ils fondèrent Tenochtitlan (Mexico), la capitale du court mais très florissant empire aztèque.

Pierre LAFFITTE.

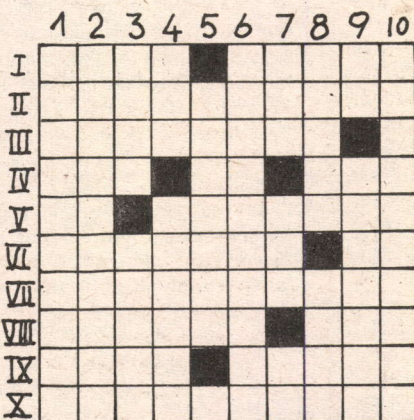
Aztlan, terre des Aztèques : Images d'un Nouveau Monde à la Bibliothèque Nationale, 58, rue Richelieu, Paris (2<sup>e</sup>).

Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h jusqu'au 7 novembre. Entrée : 6 F.



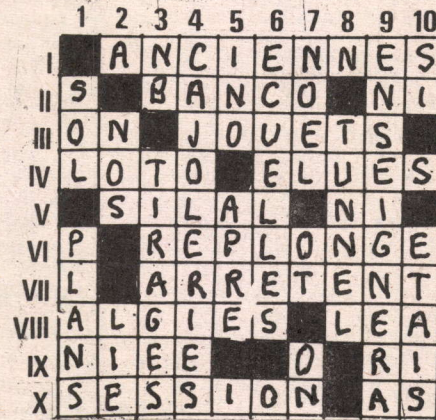
Tlaloc, dieu aztèque de la pluie.

## MOTS CROISES



**HORizontalement.** — I. Pas verts - II est difficile de l'atteindre. — II. Il porte ses fruits. — III. Pas difficile à trouver. — IV. Avec la sécheresse, ils sont à sec ! - Mis en branle - Inversé : sinistre sigle. — V. Pronom - Se plaindrai. — VI. Comme des matières qu'on rejette - Il lui en manque peu pour exploser. — VII. Sort du cerveau. — VIII. Fit le tour - Port indien. — IX. Fait un croisement - On en tire le cachou. — X. Elle est devenue incapable de faire une multiplication.

**VERTICALEMENT.** — 1. On nous en demande beaucoup ces temps-ci ! — 2. Bouche la galerie. — 3. Les grands sont recherchés - Ça ne fait pas un pli quand elle est seule. — 4. Titre anglais - Atteindre ou toucher. — 5. Parfois associé à une dame. — 6. Qui en impose. — 7. Multinationale - Forme arabe de Jésus - Sigle proche du pouvoir. — 8. Il fait des bottes - Poissons. — 9. Bord - Prénom. — 10. D'un aspect vert-de-gris.





## Sélection FILMS POLITIQUES

Quand tu disais, Valéry... : Saint-Séverin (5').

1900 : Gaumont Richelieu (2') - Quintette (5') - Haute-feuille et Montparnasse 83 (6') - Marignan (8') - Gaumont Sud (14') - Clichy Pathé (18') - Gambetta (20').

Cadavres exquis : Studio Rivoli (4') - Jean-Cocteau (5') - Paramount-Gobelins (13') - Paramount Montparnasse (14').

Actes de Marusia : Styx (5').

Les sentiers de la gloire : Châtelet Victoria (1er), à 18 h.

## AUTRES FILMS

Au fil du temps : Marais (4').

Barry Lyndon : Impérial (2') - Gaumont Rive Gauche et Hautefeuille (6') - Gaumont Champs-Élysées (8') - Gaumont Sud (14').

Cria Cuervos : Saint-Germain Huchette (5') - Élysées Lincoln (8') - Saint-Lazare Pasquier (8') - 14 Juillet (11') - Athéna (12') - Montparnasse Pathé 74 et PLM Saint-Jacques (14').

2001 : l'odyssée de l'espace : Studio Contrescarpe (5') - Élysées Point Show et Madeleine (8') - Montréal (18').

Le lauréat : Studio Galande (5') - Marbeuf (8').

Mes chers amis : Quintette (5') - Élysée Lincoln, Monte Carlo et Saint-Lazare Pasquier (8') - Français (9') - Montparnasse 74 (14') - Clichy Pathé (18').

Next stop, Greenwich village : Les Cinoches de Saint-Germain (6').

Nous nous sommes tant aimés : Les Cinoches de Saint-Germain (6') - Marbeuf (8').

Orfeu Negro : Kinopanorama (15').

Taxi driver : Capri (2') - Marbeuf (8').

Vo! au-dessus d'un nid de coucou : Bilboquet (6') - Marbeuf (8').

American graffiti : Ranelagh (16').

Cabaret : Châtelet Victoria (1er), à 20 h.

Casque d'or : André-Bazin (13').

Délivrance : Boîte à Films (17'), à 22 h 15.

Duel : Cinéma présent La Villette (19').

Easy rider : Boîte à Films (17'), samedi à 24 h.

La fureur de vivre : Denfert (14').

Léo le dernier : Tourelles (20'), samedi à 17 h.

Little big man : La Clef (5').

Macadam cow boy : Châtelet Victoria (1er).

Parfum de femme : Ranelagh (16').

Promenade avec l'amour et la mort : St-Ambroise (11'), mardi à 21 h.

Un tramway nommé désir : Boîte à Films (17'), à 17 h 45.

Festival Shakespeare - Laurence Olivier : Gît-le-Cœur (6').

Hamlet, mercr. et samedi.

Henry V, vendredi et lundi.

Richard III, jeudi, dimanche et mardi.

## POUR SE DISTRAIRE

Ma vache et moi : Saint-Séverin (5').

On aura tout vu : Concorde et Madeleine (8') - Athéna (12') - Montparnasse 74 (14').

La soupe au canard : Luxembourg (6').

Certains l'aiment chaud : Élysées Point Show (8').

Drôle de drame : Saint-Lambert (15').

Festival Marx Brothers : Boîte à Films (17').

Le pigeon : Cinéma des Champs-Élysées (8').

Le shérif est en prison : Boîte à Films (17'), à 13 h.

## FACE A FACE

d'Ingmar BERGMAN

Dans *Face à Face*, Ingmar Bergman reprend ses thèmes habituels : la vie, l'amour, la mort, la difficulté des êtres à communiquer entre eux, l'angoisse...

Cette fois, il raconte la tentative de suicide d'une psychiatre, Jenny Isaksson, encore jeune et belle, et qui a, comme on dit, « tout pour être heureuse » : mari, enfant, métier qui l'intéresse. Tout sauf cet équilibre qu'elle s'efforce de faire retrouver à ses malades. Nous la voyons face à ses grands-parents — son grand-père est près de la mort —, face à une malade, face à une nouvelle amitié, puis, après avoir subi une tentative de viol, face à l'angoisse. A travers les rêves comateux qui suivent son suicide manqué, et à travers des confessions douloureuses et violentes faites à Thomas, l'ami attentif qui la veille, Jenny va exorciser ses angoisses. Elle comprendra devant ses grands-parents tendrement unis, que « l'amour embrasse tout, même la mort ».

Même si on ne se sent pas spécialement concerné par les états d'âme de Jenny, on suit avec intérêt la première moitié de *Face à Face*, tant le film fourmille de notations qui sonnent justes.

C'est moins vrai pour ce qui suit le suicide de Jenny. Peut-être les fervents de la psychanalyse feront-ils leurs délices des rêves que filme Bergman et de leur interprétation. Ce n'est pas le cas du spectateur moyen.

Bergman excelle à décrire les troubles intérieurs, les mélanges d'amour et de haine qui se dissimulent sous les dehors tranquilles de l'affection, les difficultés de vivre de ces milieux petits-bourgeois centrés sur leurs problèmes. Il est aidé par d'excellents acteurs.

Cela n'empêche pas de trouver bien longues les deux heures que dure ce film...

S.F



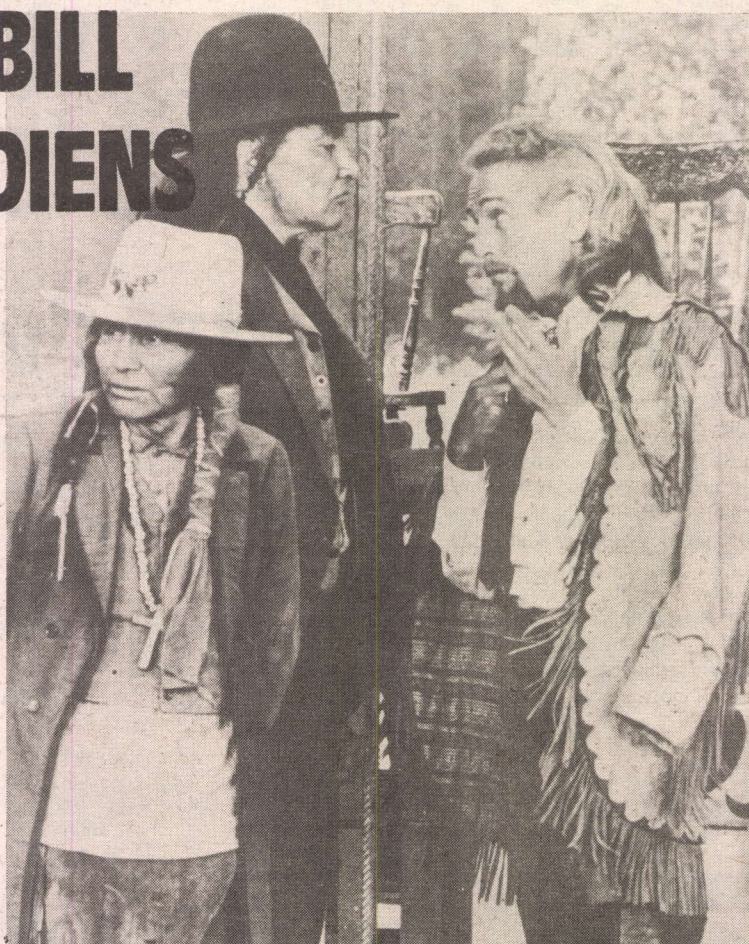
## BUFFALO BILL ET LES INDIENS

de Robert ALTMAN

On ignore généralement l'histoire véridique de Buffalo Bill. Jeune, il participa aux combats de la guerre de Sécession, à des guerres contre les Indiens, tua des milliers de bisons (buffalo en anglais) pour fournir en viande les constructeurs de voies ferrées, et puis fut remarqué par un journaliste inventif qui « créa » le personnage et le « lança » comme on lance aujourd'hui une marque de lessive. Et durant le restant de sa vie, Buffalo Bill sut habilement exploiter cette notoriété. Il monta une sorte de cirque à l'enseigne de « l'Ouest Sauvage », et joua des représentations d'attaques de diligences, de combats contre les Indiens, etc. Il fit avec son cirque des tournées en Europe.

Robert Altman a choisi de ne montrer que cet aspect de la carrière de Buffalo Bill. Si certaines scènes sont des fictions, dans l'ensemble l'histoire que raconte Altman correspond bien à la réalité. Il est dommage cependant qu'il n'en prévienne pas clairement le spectateur au début. Peut-être parce que le public américain auquel était destiné ce film est davantage au courant de la carrière réelle de Buffalo Bill. Mais le public français risque d'être induit en erreur et de croire que cette histoire n'est qu'une élucubration de metteur en scène.

En tout cas, Altman s'y entend pour abattre les légendes : ainsi le cavalier à la longue chevelure n'est qu'une vedette du Show-business, et même sa chevelure est postiche. Tout est inventé ! Tout



est falsifié ! Les Indiens embauchés dans la troupe doivent obligatoirement tenir le rôle des méchants sauvages.

Dans ce film, seuls les Indiens, et tout particulièrement Sitting Bull (qui fut effectivement embauché dans la troupe à la fin de sa vie) conservent une certaine dignité dans ce monde de Music Hall où tout est calculé pour l'effet, pour la publicité, pour les applaudissements du public.

Altman réussit à démystifier la légende de Buffalo Bill ainsi que les rapports entre les soi-disant bons « cow-boys » et les méchants Indiens. Et c'est là l'essentiel du film. Mais il en pro-

fit, en faisant venir le président des États-Unis de l'époque, Cleveland, au spectacle buffalobillien, pour suggérer qu'entre le monde du spectacle et celui de la politique il y a plus de ressemblance qu'il n'y paraît, et que les politiciens utilisent les procédés des vedettes du spectacle.

Le film est remarquablement interprété par Paul Newman, malicieux et cabotin, mais il dure une bonne demi-heure de trop. La mode est aux films qui durent deux à trois heures. Rares sont les films... et rares sont les spectateurs qui supportent cette épreuve avec succès !

André VICTOR.

## Dracula père et fils

d'Edouard  
MOLINARO

Les aventures de cette association familiale de vampires vous feront trembler... de rire, et non d'horreur.

Dracula père, qui, comme il se doit pour un vampire, habitait quelque part en Transylvanie, se retrouve citoyen involontaire de la Roumanie devenue « socialiste », où l'on ne croit pas aux vampires ; cela perturbe les habitudes séculaires de notre héros. Aussi décide-t-il de passer à l'ouest avec son fils qui promet, hélas, de faire un bien piètre vampire.

En effet, tandis que le père entame une brillante carrière cinématographique en jouant des rôles de vampires, tandis qu'il habite une luxueuse suite à l'hôtel George-V, le fils, lui, ne trouve que des emplois d'OS et loge dans un hôtel de travailleurs immigrés.

L'un comme l'autre auront bien du mal à cacher à leur entourage leur véritable identité, et cela donne une suite ininterrompue de gags et de jeux de mots.

Un film très distrayant...

H.D.



## Afrique du Sud

# Les concessions du régime n'arrêteront pas la révolte des Noirs

« Ce qui s'est passé au Mozambique et en Angola ne se reproduira pas en Afrique du Sud », se vantait le Premier ministre

Vorster au lendemain des émeutes du 16 juin dernier, dans la banlieue noire de Johannesburg. Ce n'est en effet pas encore

le cas, mais le vent a déjà tourné pour le pouvoir blanc en Afrique du Sud. Depuis qu'à la mi-août la grève des travailleurs de Johannesburg venait relayer les révoltes des jeunes lycéens en juin, l'agitation n'a pratiquement pas cessé et, en fait, elle s'est étendue à l'ensemble du pays, ce qui ne s'était encore jamais vu.

En une semaine, une grève des travailleurs métis et africains du Cap vient de succéder à plusieurs jours d'une grève organisée par le Conseil représentatif des étudiants de Soweto et elle a elle-même été suivie par des manifestations de lycéens à Soweto pour protester contre la venue de Kissinger.

La police ouvre le feu sur les manifestants et fait de nombreux morts, dix-huit au total rien qu'à Soweto entre le 16 et le 17 septembre. Les arrestations sont in-

nombrables et la répression impitoyable dans ce pays où, bon an mal an, 350.000 personnes sont jetées en prison chaque année.

Mais le régime de Prétoria a déjà dû mettre de l'eau dans son vin et esquisser quelques mini-réformes. En direction des Métis la semaine dernière : dans le domaine du sport maintenant : en effet, Vorster a annoncé que le régime acceptait le principe du sport multiracial et n'imposerait plus la ségrégation dans les clubs.

C'est là évidemment une concession dans un domaine qui, sans être important, est voyant à l'échelle internationale. Sans changer rien de fondamental au régime de l'Apartheid, elle permettra au régime de faire meilleure figure et d'être réadmis dans les compétitions internationales.

Ce n'est pourtant pas avec ce genre de mesures que les dirigeants sud-africains parviendront à enrayer le processus de la révolte des opprimés qui s'est déclenché dans leur pays. C'est contre l'ensemble de l'Apartheid que les Noirs et les Métis se révoltent, et la profondeur du mouvement est telle que les dirigeants des Bantoustans eux-mêmes, choisis pourtant par le régime, en viennent à récuser le principe même de ces réserves pour Noirs et se déclarent maintenant « citoyens de l'Afrique du Sud entière ».

En tout cas, l'impérialisme ne s'y trompe pas, en la personne de Kissinger qui, en tournée accélérée en Afrique Australe, essaie de retarder l'heure de l'explosion.

Christiane LE GUERN.

## Rhodésie

### La fin du régime : DERNIERS JOURS OU DERNIERS MOIS?

A l'heure où nous écrivons, il est impossible de dire quel est le résultat immédiat du voyage de Kissinger en Afrique et de son entrevue avec Ian Smith. Le secrétaire d'Etat américain a bien annoncé qu'il avait convaincu le Premier ministre rhodésien de son plan. Mais d'abord, on ne sait toujours pas en quoi celui-ci consiste exactement et comment il prévoit que le pouvoir pourrait être transféré de la minorité des colons blancs à des représentants de la majorité africaine. Ensuite, indépendamment même de savoir si Smith est vraiment convaincu, il lui faut à son tour convaincre ceux qui le soutenaient jusqu'à présent.

Autant dire qu'il n'est pas du tout évident que la solution du problème rhodésien va être annoncée dans les heures qui suivent. On peut très bien avoir encore pendant des semaines, sinon des mois, des tractations de toutes sortes. Car s'il est sûr que les USA veulent absolument régler le problème et ont admis que la seule solution c'est la fin du régime raciste de Rhodésie, il est sûr aussi qu'ils veulent que cela se fasse en douceur et qu'ils

veulent éviter de brusquer les colons si c'est possible.

Les jours prochains diront si les colons sont bien persuadés que leur règne est fini, ou s'il sera nécessaire que s'exercent de nouvelles pressions.

Mais quelle que soit la poudre aux yeux que tente de jeter Kissinger, aidé d'ailleurs de Vorster mais aussi d'un certain nombre de chefs d'Etat africains, cela ne peut tout de même faire oublier que la fin du régime raciste aura été obtenue par la lutte, celle des Rhodésiens eux-mêmes, mais aussi celle des Angolais, des Mozambicains, des Namibiens et des Noirs de la République Sud-Africaine. C'est l'indépendance des anciennes colonies portugaises qui a confirmé le peuple de Rhodésie dans sa certitude que sa lutte serait victorieuse. Et c'est bien parce qu'il craint l'élargissement ou l'approfondissement des luttes en Namibie et en Afrique du Sud que l'impérialisme américain a décidé de mettre son poids dans la balance pour régler enfin le problème rhodésien.

J.M.



Un jeune mulâtre blessé lors d'affrontements violents entre des grévistes et la police.

## Chili

# Les terroristes de Pinochet

C'est dans une rue de Washington qu'un ex-ministre d'Allende, Orlando Letelier, a été assassiné le 21 septembre.

Et malgré le démenti de Pinochet, il est évident que derrière cet assassinat on retrouve les activités de la Junte.

Il y a trois ans, les chars de Pinochet se lançaient à l'assaut du palais présidentiel. C'était le début d'une longue suite d'arrestations, exécutions, tortures, fusillades, destinées à détruire le mouvement ouvrier organisé chilien et à mettre au pas le reste de la population laborieuse.

Cette gigantesque répression

n'a pas, manifestement, atteint son objectif, car périodiquement le gouvernement chilien fait procéder à de nouvelles rafles, de nouvelles exécutions et les camps sont toujours pleins. A l'extérieur aussi la Junte, avec le concours complaisant des autres dictatures sud-américaines, continue à pourchasser et à faire exécuter les réfugiés politiques chiliens.

Mais c'est la première fois qu'un attentat a lieu dans la capitale américaine. Et pour cela, et parce qu'il s'agit d'un ancien ministre, et surtout parce qu'il s'agissait d'un modéré ayant toujours des liens avec les USA (et

qui aurait pu être un jour, en cas d'écroulement du régime Pinochet, une carte au service des USA), la grande presse s'est émue.

L'Amérique d'après le Watergate ne peut pas aisément rester sans réaction officielle. C'est peut-être ce qui explique par contrecoup le démenti circonstanciel de Pinochet. Mais au-delà des démentis officiels il y a l'appui donné par le gouvernement américain à Pinochet et la complicité officieuse des services secrets américain et chilien et de l'extrême-droite.

C'est elle qui a tué à Washington.



La voiture d'Orlando Letelier après l'attentat à la bombe dont fut victime l'ancien ministre d'Allende. Les services secrets chiliens ont voulu détruire un homme qui aurait pu être une carte de rechange pour l'impérialisme américain. (UPI)

### PORTUGAL : Soares s'attaque aux paysans pauvres

Le gouvernement Soares vient de se lancer dans une première vaste attaque contre l'occupation des terres faite par les paysans pauvres portugais durant les deux années passées. Il vient d'annoncer qu'il procédera « à l'évacuation des terres occupées illégalement », et qu'il va « les restituer à leurs anciens propriétaires ». Cette décision d'évacuation ne concerne pour l'instant qu'une partie des terres occupées, celles qui ne rentrent pas dans le cadre de la réforme agraire — modérée — légalisée par l'ancien gouvernement Vasco Gonçalves.

Mais par ailleurs, Soares annonce également une limitation de la portée de la réforme agraire concernant les très grosses propriétés elles-mêmes. Une loi fixant l'indemnisation des gros propriétaires est également en chantier.

Dans le Portugal de Salazar, une poignée de latifundiaires possédaient parfois plusieurs milliers d'hectares dont ils se servaient souvent comme simples réserves de chasse, alors que des milliers de paysans sans terre étaient condamnés au chômage ou à l'émigration à côté des terres laissées en friche. Eh bien, ce qui préoccupe le « socialiste » Soares, c'est le sort des richissimes parasites de la terre, et pas la grande misère des paysans pauvres. Il est là pour juguler les seconds afin de permettre aux premiers de prendre leur revanche.

Il n'est pas dit cependant que le nouveau gouvernement du Portugal stabilisé ait la force de reprendre aux paysans pauvres de l'Alentejo cette terre qui représente pour eux la vie, et qu'ils avaient conquise par la lutte.